

Le Monde

DOSSIER

JEUDI 31 MARS 2005

LES RAPPORTS AVEC LA SYRIE

L'armée partie, la parole se libère avec précaution. Comment Damas contrôlait le pays. p. II-III

LE POIDS DU CONFESSIONNALISME

Chrétiens, musulmans sunnites et chiïtes, druzes : les communautés dominent la vie sociale p. IV-V

LA MOSAÏQUE SOCIALE ET IDENTITAIRE

Nouvelle vague, reconstitution de la place financière et décrépitude des camps palestiniens. p. VI-VII

LE GRAND ENTRETIEN : GHASSAN SALAMÉ

« Le Liban déconfessionnalisé est à inventer », juge le politologue, ex-ministre de la culture. p. VIII

LE RÉVEIL DES LIBANAIS



De leur guerre civile (1975-1990), les Libanais étaient sortis exsangues et... occupés. Au sud, de 1978 à 2000, par les Israéliens. Partout ailleurs, par les Syriens. Même si leur présence militaire était relativement faible, ils contrôlaient tout, de manière insidieuse et étouffante par l'intermédiaire de leurs « services » : les institutions, les affaires, le quotidien. Et ils n'hésitaient pas, parfois, à user de méthodes expéditives. Avec l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, toute une société s'est réveillée, s'émancipant de la peur. Un dossier réalisé par nos envoyées spéciales, Cécile Hennion et Mouna Naïm.

La très ancienne empreinte syrienne

LES TROUPES DE DAMAS OCCUPENT MILITAIREMENT LE LIBAN DEPUIS 1976. MAIS SA RELATION AU PAYS DU CÈDRE DATE DE L'EMPIRE OTTOMAN

Quel était l'objectif de près de trente ans de mainmise syrienne sur le Liban ? Protéger l'un de ses flancs vulnérables face à Israël ? Imposer sa politique aux organisations palestiniennes ? Faire du pays du Cèdre l'un de ses atouts face à l'Etat juif ? Un de ses instruments de puissance dans la course à l'hégémonie entre grands Etats arabes ? Ou, enfin, faire du rêve d'une Grande Syrie une réalité ?

Aucun de ces objectifs ne correspond à la position officielle syrienne. Mais Damas les a visés tous à la fois, ses priorités variant au gré de la conjoncture et des équilibres régionaux et internationaux. La coercition et l'intimidation aidant, les divisions entre Libanais et la diversité de leurs allégeances lui ont grandement facilité la tâche.

Les forces syriennes sont entrées au Liban en 1976, officiellement pour voler au

secours des milices chrétiennes, mises en débandade par une coalition dite palestinoprogressiste. Leur entrée s'est faite avec l'accord tacite des Etats-Unis, de l'URSS et d'Israël. C'était l'occasion, pour Damas, de s'assurer que ce Liban, affaibli par ses divisions internes et dont la loyauté aux causes arabes, notamment dans la communauté chrétienne, a toujours été mise en doute, ne serait pas une proie pour Israël, lequel pourrait nourrir des velléités d'en profiter pour prendre l'armée syrienne à revers. C'était aussi un moyen de chercher à mettre au pas une Organisation de libération de la Palestine qui, depuis 1970, s'était repliée de Jordanie au Liban et demeurait incontrôlable.

Lorsque, l'année suivante, le président égyptien, Anouar El-Sadate, se rend à Jérusalem et engage la procédure qui, en 1979, conduira l'Egypte à signer un traité de paix séparé avec Israël, Damas se retrouve le

dos au mur. Abandonnée par son principal allié, la Syrie peut difficilement lâcher prise au Liban, dont le prix, malgré le conflit qui y perdure, acquiert désormais une valeur ajoutée. Mise au ban de la nation arabe, l'Egypte est donc – provisoirement – éliminée de la course à l'hégémonie régionale.

« HONGKONG » LIBANAIS

Face à Israël, la Syrie la supplante à la tête des défenseurs de la principale cause arabe. Mais Damas resserre aussi sa poigne au Liban, où les protestataires en paient le prix. Ainsi, le leader druze Kamal Joumblatt, figure de proue du camp palestinoprogressiste, est assassiné par des agents syriens. En 1978, les contacts entre l'Etat juif et les milices chrétiennes allant bon train, c'est la rupture brutale et sanglante entre ces dernières et le « protecteur » syrien.

Dans la guerre que l'Irak déclenche en 1980 contre l'Iran, Damas prend fait et cause pour Téhéran, dégageant aussi Bagdad de la course à la toute-puissance régionale. Mais l'invasion israélienne du Liban, en 1982, met la Syrie pratiquement hors jeu, avant son rétablissement spectaculaire par la mise en échec, un an plus tard, d'un traité de paix que le Liban vient de conclure avec Israël. Le Hezbollah est créé, avec la bienveillance syrienne et l'assistance iranienne. Les dix ans qui suivent relèvent de la gestion, souvent militaire, des crises, alors que le danger israélien guette à l'intérieur des frontières libanaises. Les accords de Taëf, en 1989, entérineront la présence syrienne, tout en prévoyant une future évacuation.

Seize ans plus tard, elle n'avait pas encore eu lieu, alors que l'ingérence directe dans les affaires libanaises et l'intimidation avaient atteint des sommets insupporta-

bles. L'une des raisons tient au fait que, avec le déclenchement du processus de paix israélo-arabe, le Liban devenait un atout majeur dans les pourparlers avec l'Etat juif. Certains Libanais soupçonnaient Damas de vouloir faire du Liban son « Hongkong ». D'autres sont convaincus que la Syrie caressait le rêve d'une sorte de Grande Syrie.

Un tel Etat inclurait le Liban dans ses frontières actuelles, définies dès 1920 par le général Gouraud, haut-commissaire français qui adjoignait au Mont-Liban, outre les villes côtières de Beyrouth, Tripoli et Saïda, qui relevaient de la même circonscription sous l'Empire ottoman, les régions de Baalbeck, Rachaya Moallaqa et Hasbaya, relevant de Damas. Ils en veulent pour preuve que la Syrie n'a jamais entretenu de relations diplomatiques avec le Liban.

Mouna Naïm

L'armée partie d'Aley, la parole se libère avec précaution

NOMBREUX SONT LES TÉMOIGNAGES DES HUMILIATIONS SUBIES. LES SERVICES « SONT PARTOUT, ÉCOUTENT TOUT ET SAVENT TOUT », DIT-ON

Un homme au visage cagoulé émerge de l'une des tentes plantées sur la place des Martyrs, devenue quartier général de l'opposition à Beyrouth. Il est là, comme ses compagnons, pour réclamer la totalité du retrait syrien et pour que tombe le gouvernement pro-syrien d'Omar Karamé. « Tant que ceux-là resteront au pouvoir, affirment ces jeunes militants, nous ne serons pas complètement libérés. » L'homme en cagoule dit qu'il a été « salement torturé par les Syriens », puis plonge dans un mutisme soudain et retourne s'enfermer dans sa tente. « Il fait un blocage, explique un de ses camarades. Les Syriens lui ont fait subir des choses terribles qu'il refuse de se rappeler. » S'il dissimule son visage, avance un autre, « c'est qu'il y a parmi nous des "taupes" syriennes. »

Réaliser ce qu'est l'occupation syrienne au Liban, c'est d'abord constater la frayeur qui continue à lier les langues des Libanais. Les services de sécurité syriens ont beau avoir plié bagage, les rares personnes qui ont accepté, à Beyrouth ou ailleurs, de recevoir *Le Monde* se sont presque toujours désistés à la dernière minute. Trente ans de présence syrienne, c'est long. L'occupation invisible, celle des esprits, n'a pas pris fin avec le départ des troupes. Il est encore bien tôt pour que se perde la vieille habitude d'avoir peur.

Le principal moyen de coercition a consisté, pour la Syrie, à persuader les Libanais qu'elle était une force occulte et omniprésente. « Les renseignements syriens sont partout, ils écoutent tout et savent tout », assurent des habitants d'Adoussieh, petit village chrétien du Liban sud, qui n'a pourtant pas connu de présence militaire syrienne. Une ressortissante franco-grecque installée au Liban depuis plusieurs années raconte qu'une de ses conversations téléphoniques avec sa

famille, commencée en français et poursuivie dans la langue de Sophocle, fut un jour interrompue par une voix sortie du combiné disant, avec un accent syrien : « Parlez français, s'il vous plaît ! »

Là où l'armée syrienne tenait ses quartiers, l'occupation signifiait cohabitation forcée, avec des conséquences multiples sur la vie de tous les jours. Les habitants de la ville d'Aley, à une demi-heure de route de Beyrouth, en ont fait l'expérience. Une quinzaine d'immeubles et de maisons ont été réquisitionnés par 2 000 Syriens en 1976. Les Libanais qui y vivaient ont dû abandonner leurs clés, sans compensation financière, à ces encombrants visiteurs.

Les Syriens ont quitté Aley le 10 mars. Samer, dont la maison a servi pendant trente ans d'entrepôt à munitions, devra demander l'aide de l'armée libanaise avant de songer à rentrer chez lui. Dans ce qui était jadis sa chambre à coucher trône aujourd'hui un obus de 120 mm, « oublié » par les Syriens dans leur départ précipité. Un autre obus traîne dans le jardin, au milieu des herbes et des ordures.

Un regard à l'intérieur de ce qui reste des autres bâtiments laisse à penser que leurs habitants d'origine ne s'y réinstallent pas de sitôt. L'état de délabrement est effarant. Les façades perforées ou effondrées lors de la guerre civile n'ont pas été réparées. Les murs recouverts de graffitis sont rongés par l'humidité des hivers successifs. La plupart des vitres sont brisées et il ne reste plus ni volets ni portes, tous arrachés pour faire du feu quand il faisait froid. Les sols à moitié pourris sont jonchés d'objets non identifiables et de vieilles couvertures déchirées.

Noire de suie et couverte de graisse du sol au plafond, la maison de Maarouf a été transformée en cantine géante. Un Libanais, affolé par ces dégradations, avait un



■ A Aley, les habitants reviennent dans le quartier abandonné par les Syriens.

jour essayé de négocier l'évacuation de sa propriété. « J'avais une BMW qu'un officier syrien passait son temps à admirer, raconte-t-il. Je lui ai dit que je la lui donnais s'il acceptait de déménager. Il a pris la voiture et a promis de partir dans les trois mois. En effet, il est parti... parce qu'il avait été muté. Ses soldats ont continué à vivre chez moi, et son remplaçant n'a jamais rien voulu savoir de cette histoire de BMW. »

La plupart des habitants d'Aley n'ont pas les moyens de se payer une aussi belle voiture mais, même modeste, leur situation n'atteint pas le degré de dénuement extrême dans lequel vivaient ces soldats syriens. Les habitants affirment que, pendant les hivers les plus rigoureux, ceux-ci accrochaient les fils électriques de leur baraquement au sommet en métal des lits pour en faire des « chauffages électriques géants ». « Cela faisait sauter l'électri-

cité de toute la ville, sans que cela les dissuade de recommencer l'année suivante. » Les gens d'Aley disent aussi que ce dénuement fut à l'origine de multiples rapines.

Hamdan, qui habite face à l'ancien QG syrien, a ainsi eu la mauvaise surprise de voir son réfrigérateur s'envoler à l'arrière de la jeep d'un officier. Et constaté que son linge, qui séchait dans le jardin, avait la fâcheuse tendance à disparaître. Un jour, il tombe nez à nez avec un soldat qui portait ses vêtements de sport. « Cette fois, raconte-t-il, j'ai décidé de me plaindre. Ma femme étiquette à mon nom mes habits, je pouvais prouver que ce jogging était bien le mien. Je suis allé voir l'officier qui a appelé le soldat. Celui-ci a démenti et j'ai alors montré l'étiquette. L'officier est devenu furieux. Il a giflé le soldat et l'a obligé à ramper devant moi, la tête dans la boue. J'étais désolé pour ce pauvre bougre.

Après, ma femme a fait sécher le linge à l'intérieur et je ne me suis plus jamais plaint, même quand mes deux tapis ont été volés. »

D'autres, témoins de scènes similaires d'humiliation, reconnaissent que, si la présence syrienne était pénible, elle devait l'être tout autant pour les soldats. « Ils vivaient dans des conditions horribles, raconte Hamdan, et venaient discrètement nous dire qu'ils haïssaient leurs officiers. »

A Aley, beaucoup refusent encore de témoigner. « Personne ne pensait qu'ils s'en iraient un jour, explique un marchand. Peut-être qu'ils reviendront aussi subitement qu'ils sont partis. » Il faudra du temps pour apaiser les mémoires. « Ceux qui rêvent de récupérer leur maison n'osent pas, chuchote un habitant, les murs ont vu trop de choses. Ces lieux sont maudits ! »

Cécile Hennion

Les jeunes opposants et la peur des « fantômes »

Les jeunes Libanais qui campent nuit et jour place des Martyrs à Beyrouth sont devenus le fer de lance le plus actif et engagé de l'opposition à la Syrie. Ils sont là presque toujours à visage découvert, mais nombre d'entre eux ont pris des pseudonymes pour s'adresser à la presse et même, souvent, pour discuter entre eux. Qu'ils choisissent de s'appeler « Terminator », Ali ou Paul, le but avoué est le même : échapper aux « fantômes » – les « taupes syriennes » – en camouflant identité, appartenance communautaire ou géographique. Tous sont persuadés « d'avoir déjà été fichés » par les « services » syriens. Voilà pourquoi, expliquent-ils, il leur est dorénavant impossible de faire marche arrière. Ils devront aller « jusqu'au bout » pour éviter de « futures représailles ». Nul ne peut les rassurer puisque, réelle ou non, cette occupation est, par nature, invisible. Les espions sont susceptibles d'être partout, dans l'appartement du voisin comme parmi les ouvriers syriens, souvent injustement soupçonnés. Ils suscitent, aujourd'hui comme hier, peur et méfiance, tout en fournissant des excuses pratiques aux maux du pays.

LE GÉNÉRAL QUI RÉGNAIT SUR « BEAU RIVAGE », QUARTIER GÉNÉRAL DES MAÎTRES DU PAYS

ROSTOM GHAZALÉ, chef des services de renseignement syriens à Beyrouth



LE GÉNÉRAL Ghazi Kanaan, son prédécesseur à la tête des services syriens de renseignement au Liban, est désormais ministre de l'intérieur dans son pays. Quelles fonctions occupera le général Rostom Ghazalé, une fois que la Syrie aura totalement évacué le pays du Cèdre ?

Nul ne s'en soucie ici, tant il est vrai que ce qui compte, c'est la fin de la tutelle syrienne. Ce qui est sûr, c'est que nul ne regrettera cet officier, qui incarnait la quintessence de ce que les Libanais reprochent aux « services » de leur grand voisin : l'ingérence dans tou-

tes les affaires, y compris privées, lorsqu'elles pouvaient servir de moyen de chantage ou d'intimidation, et une brutalité qui ne s'embarassait d'aucun habillage.

C'est en octobre 2002 que le général Ghazalé, qui a pratiquement gagné tous ses galons au Liban, a succédé au général Kanaan, rappelé en Syrie. Ses deux plus importantes fonctions antérieures étaient celle de responsable du principal centre des services de renseignement syriens pour la région de la montagne libanaise, situé à Hammana, dans le Metn-sud, puis celle de « patron » de ces mêmes services pour la région de Beyrouth.

Abou Abdou – c'est son surnom – avait profité de sa période

beyrouthine pour obtenir un doctorat d'histoire de l'université libanaise, sous la direction du professeur Hassan Hallak. Les mauvaises langues sont convaincues que la thèse a été écrite par ce dernier et affirmant que « la moitié de la république libanaise – du personnel politique, s'entend – était présente à la soutenance, les bouquets et autres corbeilles de fleurs couvrant tous les gradins de l'amphithéâtre ». Ils auraient été également nombreux à aller assister, dans son village, au mariage de sa fille.

C'est dire combien les hommes politiques libanais cherchaient à flatter celui qui tenait lieu de haut commissaire syrien au Liban, ou le redoutaient. Les manifestants des

dernières semaines contre la présence syrienne ne l'ont pas épargné. « Cherche dans les ordures, tu y trouveras Rostom Ghazalé », disait l'un de leurs slogans.

Lorsqu'il était responsable des renseignements de Beyrouth, le général Ghazalé, un sunnite originaire du village de Kherbet Ghazal, dans la plaine du Hauran, au sud de la Syrie, siégeait au lieudit du « Beau rivage », sur le bord de mer, ce triste ensemble de trois bâtiments dans lesquels étaient installées à la fois les salles d'interrogatoire, de tortures et de recueil de renseignements.

D'après les Libanais, il avait installé deux de ses frères dans deux luxueux appartements pro-

ches, réquisitionnés à cette fin par ses services.

Le général Ghazalé, que Damas présentait comme « le représentant personnel » du président syrien Bachar Al-Assad, est supposé évacuer le Liban, comme tous les personnels militaires et de la police secrète syrienne, lors de la seconde phase du repli syrien. Pour l'heure, il n'a visiblement pas encore renoncé à ses prérogatives, puisqu'il est venu il y a peu de temps à Beyrouth convaincre le premier ministre démissionnaire, et désigné libanais, Omar Karamé, de ne pas jeter l'éponge.

Début 2004, à un moment de vive tension entre le pouvoir syrien et feu l'ancien premier ministre

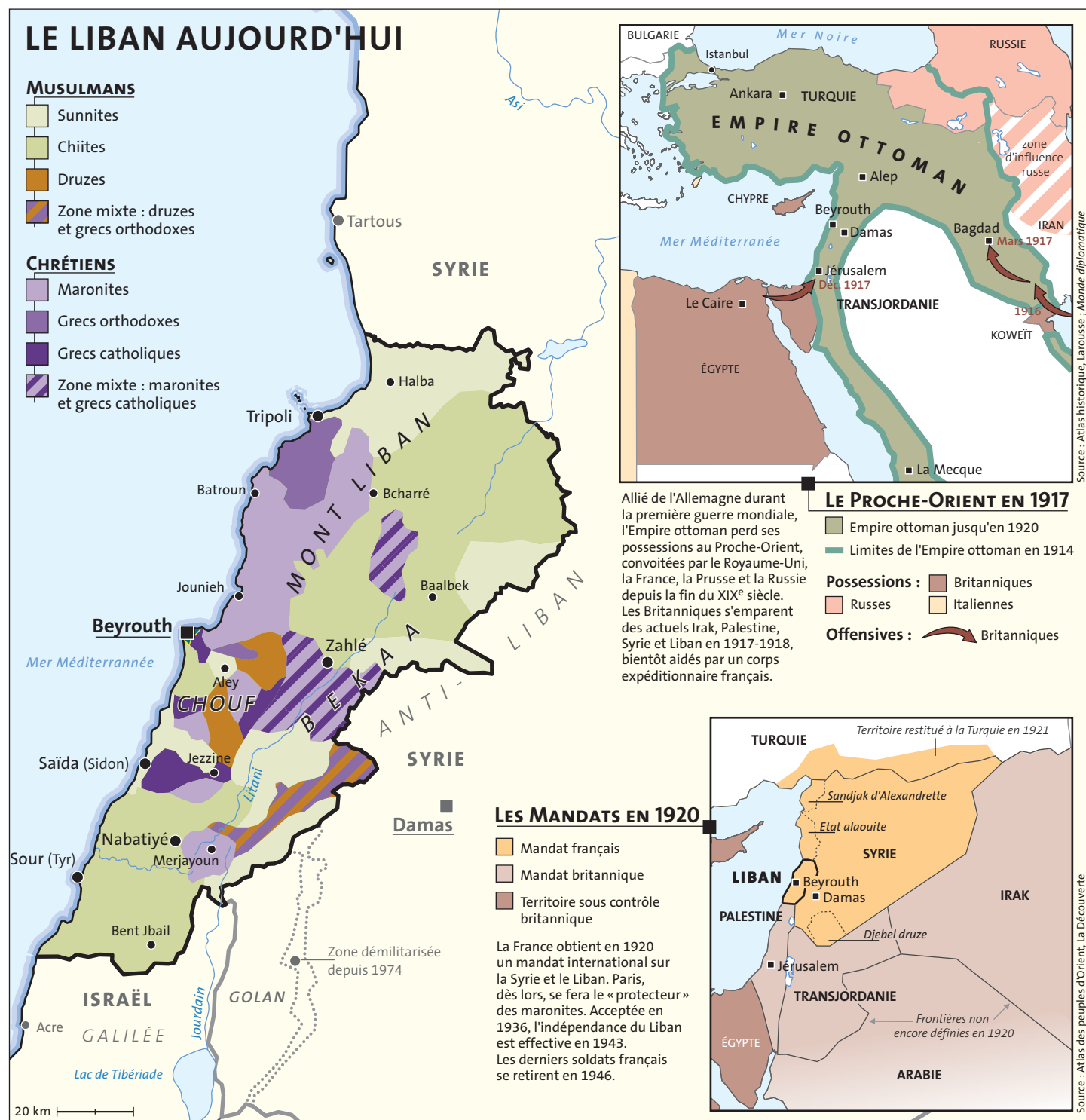
libanais Rafic Hariri, ce dernier, convoqué à Damas par le président Assad, aurait été sermonné dans le bureau présidentiel en présence des généraux Ghazalé et Kanaan, ainsi que d'un autre officier des renseignements, avant d'être renvoyé vers les trois officiers.

Rafic Hariri n'avait jamais « rien vécu de plus humiliant », dit un proche. « Après ces deux rencontres, il était devenu un autre homme ». Les noms du général Ghazalé et de l'un de ses frères ont été évoqués dans une affaire de fraude de la Banque Al-Madina. Mais la justice ne s'est pas encore prononcée sur cette affaire.

M. Na.

LES LIBANAIS

LES RAPPORTS AVEC LE GRAND VOISIN



■ **LES OTTOMANS, LA PARTITION ET L'INDÉPENDANCE.** En 1516, le sultan Selim I^{er} conquiert Damas, ouvrant quatre siècles de domination ottomane sur le Proche-Orient, qui s'effondrera dans la première guerre mondiale, sous la pression militaire britannique. Paris et Londres, qui ont conclu des accords secrets (Sykes-Picot), se « partagent » alors la région. De nouveaux Etats sont créés par regroupement des circonscriptions ottomanes. La France hérite de la Syrie et du Liban, dont la séparation suscitera l'hostilité constante des nationalistes syriens.

En 1943, un « pacte national » libanais, sous l'égide de la France libre, instaure la prééminence de la minorité maronite sur le pouvoir. Le Liban devient indépendant en 1946. L'inadéquation du système politique avec la démographie du pays (à majorité musulmane), les irrédentismes religieux et l'impact du conflit israélo-palestinien seront à l'origine de tensions internes jusqu'à la guerre civile (1975-1990). Le pays est soumis à l'occupation syrienne depuis 1976, renforcée depuis 1989, où elle est avallée par le monde arabe lors des accords de Taëf.

Chiïtes et fiers du Hezbollah

SES PARTISANS REFUSENT SON DÉSARMEMENT

Je suis de Markaba, un village du cordon frontalier [qui jouxte Israël au Liban sud et qui était occupé jusqu'en 2000 par l'armée israélienne]. A deux pas de nous, l'armée israélienne nous dominait de toute sa puissance. Nous avions peur. Nous n'osions même pas regarder dans sa direction. Depuis qu'il a libéré notre terre, le Hezbollah a changé la donne. Grâce à lui, nous gardons désormais la tête haute et les paysans peuvent cultiver leur terre sans crainte. » Ainsi parle Abou Ahmed, la soixantaine, dont le fils, Ahmed, tient une boutique de prêt-à-porter féminin dans le souk de Bourj Al-Barajneh, la banlieue à écrasante majorité chiïte du sud de Beyrouth.

Qu'ils aient 20 ou 60 ans, qu'ils soient originaires de ce quartier déserté, du sud du pays ou encore de la Bekaa, à l'est, qu'ils tiennent un discours politisé ou qu'ils s'expriment très simplement, les habitants de Bourj Al-Barajneh ne tarissent pas d'éloges pour le « Parti de Dieu » chiïte. Mais ils demeurent, dans leur grande majorité, rétifs à délivrer leur nom, donnant difficilement un prénom. Les vieilles méfiances libanaises ont la vie dure.

Dites Hezbollah, et la conversation glisse quasi systématiquement sur le cheikh Seyyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du parti, qu'ils ne définissent pas comme un parti mais comme un « courant », aux idées duquel ils disent tous adhérer, ou comme une « vraie résistance qui défend une cause juste contre l'occupation israélienne ». Nasrallah leur inspire une confiance sans bornes, une admiration, « parce qu'il ne ment jamais, même Israël le prend au mot, clame Fatmeh, 20 ans, drapée dans son manteau noir, la tête ceinte du voile réglementaire.

« Il ne se trompe jamais et ne dit que le vrai parce qu'il mûrit ses pensées avant de s'exprimer. Et contrairement à d'autres, il tient ses promesses. Toute ma génération le soutient avec ferveur et, s'il nous demande quelque chose, nous répondons pré-

sents, même dans le danger. Lorsque l'armée américaine a bombardé Nadjaf [ville sainte chiïte en Irak], il nous a dit de manifester couverts de linuels. Cela voulait dire que nous devions être prêts à mourir. Nous l'avons fait », dit-elle.

Le Hezbollah est aussi, pour eux, dit Hussein, « un bienfaiteur qui aide les plus démunis, scolarise les enfants dans le besoin, soigne pour une bouchée de pain dans ses dispensaires ». Parce que son oncle est tombé en « martyr », c'est-à-dire sur le champ d'honneur, Hussein et toute sa famille bénéficient désormais de soins médicaux gratuits dans les établissements hezbollahis.

L'AMBITION DU POUVOIR

Autre thème récurrent : le Hezbollah n'a pas l'ambition du pouvoir. « Comment peut-on traiter le Hezbollah de terroriste, alors même qu'en dépit des provocations il a toujours refusé de riposter pour éviter au pays la guerre civile ? », s'indigne Ahmed, la trentaine. « Ne sommes-nous pas, nous les chiïtes, majoritaires ? Et le Hezbollah n'a-t-il pas les moyens de prendre le pouvoir ? Il ne l'a pas fait ni ne veut le faire. » « N'est-ce pas la preuve que ce pour quoi il lutte, c'est uniquement la défense du Liban ? », renchérit Hassan.

« C'est le mouvement le plus noble du Liban, qui ne défend aucun intérêt particulier », s'exclame encore Ali, la vingtaine, étudiant en comptabilité et informatique, originaire de la Bekaa. Lui dit « avoir ouvert les yeux tout petit sur la réalité du Hezbollah lors de l'occupation israélienne [du Liban sud]. Ils étaient les seuls à lutter sincèrement contre Israël ».

Alors non, il ne faut pas désarmer le Hezbollah, disent-ils en chœur, parce qu'il « assure la sécurité », leur permet de « dormir en paix sans crainte des milices et du racket » ; parce que « la menace israélienne », voire « américaine – regardez ce qu'ils ont fait en Irak » existe ; parce que, en un mot comme en mille, il pallie, à leurs yeux, toutes les carences de l'Etat.

Mouna Naïm

Institutions, médias, contrats : Damas contrôlait tout

ENTRE MENACES À PEINE VOILÉES ET CLIENTÉLISME, LE RÉGIME BAASISTE FAISAIT ET DÉFAISAIT LES PRÉSIDENTS ET LES GOUVERNEMENTS

Lorsque, chargé de former le gouvernement, Rafic Hariri avait délégué l'un de ses ministres, Marouane Hamadé, à la rédaction de la déclaration gouvernementale pour le débat de confiance au Parlement, un simple « membre de phrase » fit craindre le pire. Il était relatif à l'application des accords de Taëf de 1989, conclu sous l'égide de la Syrie. « Cherches-tu à nous faire tuer, cher Marouane ? », avait-il demandé à l'auteur du document.

Cet instantané de la vie politique dans un Liban sous tutelle syrienne, Hamadé lui-même l'a révélé, le 28 février, devant le Parlement, précisant : « Pourquoi [Rafic Hariri avait-il craint le pire] ? Parce que la simple mention des accords de Taëf rappelait que les échéances prévues n'avaient pas été respectées, que l'armée syrienne était toujours au Liban, que les services de renseignement mili-

taires continuaient de se mêler des affaires civiles. » Près de trente ans de mainmise syrienne avaient appris au personnel politique libanais à deviner les « lignes rouges » et à ne jamais les transgresser, sous peine d'en payer le prix, et cher.

Lorsque, en août 2004, Hariri s'était rendu à Damas pour rappeler au président syrien sa promesse de ne pas imposer la reconduction, au mépris de la Constitution, du chef de l'Etat libanais, Emile Lahoud, il s'est entendu signifier, presque entre deux portes, par Bachar Al-Assad – l'entretien n'aurait duré que dix minutes – que Lahoud était son « représentant personnel » au Liban et que « s'opposer à lui revenait à contester » Assad en personne.

Et comme pour mieux se faire comprendre, il s'était déclaré disposé à briser le Liban si sa propre volonté était brisée. Ce

diktat, qui a fait le tour du Liban depuis des semaines, est également relaté, dans son rapport, par la mission de reconnaissance de l'ONU au Liban. Hariri avait compris le message et, avant de jeter l'éponge, avait voté, avec les députés de son bloc parlementaire, pour la prolongation du mandat du chef de l'Etat.

BRICOLAGE CONSTITUTIONNEL

La Syrie n'en était pas à son premier oukase. En 1998, c'est par sa volonté qu'Emile Lahoud avait accédé au pouvoir, après un bataillon médiatique orchestré par les services de renseignement pour le montrer sous le jour glorieux du général qui a réussi à remettre l'armée libanaise sur pied – il en était alors le commandant en chef – et de l'homme intègre, seul capable d'aplanir les tensions interlibanaises.

Son prédécesseur, Elias Hraoui, avait bénéficié, par la volonté de Damas, du même bricolage constitutionnel. Le Parlement avait été contraint, en 1995, d'introduire un amendement provisoire sur mesure pour permettre à Hraoui d'exercer trois ans de plus que prévu son mandat. Le chef de l'Etat syrien, Hafez Al-Assad, avait poussé l'insulte aux Libanais jusqu'à réserver au journal égyptien *Al-Ahram* son intention de maintenir Elias Hraoui au pouvoir. Les députés libanais, par lâcheté ou par clientélisme, s'étaient inclinés : telle était la volonté de Damas.

La Syrie ne se mêlait pas uniquement des grands enjeux. Outre le devoir d'allégeance ou la quête de l'onction qui conduisaient la plupart des assoiffés de notoriété sur le chemin de Damas, le « haut-commissaire » syrien au Liban et son entourage s'arro-

geaient le droit de gérer le Liban à leur guise. Telle personnalité ou individu jugé inamical était interdit d'antenne ; tel programme, même enregistré, devait être supprimé pour la même raison – ou pour une autre ; tel employé, si médiocre fût-il, devait être maintenu à son poste et tel candidat embauché parce qu'il avait les faveurs – parfois monnayées, dit-on – du chef des « services » syriens ou de l'un de ses adjoints dans les différentes régions du Liban. Les indices étaient partout et les Libanais, pris de paranoïa, en avaient sans doute exagéré le nombre.

Ce ne sont là que quelques exemples. Il n'est point, par ailleurs, de gros contrats et de services, ou presque, sur lesquels des personnels ou des personnalités syriennes n'aient prélevé leur part du gâteau.

M. Na.

LE CHEF CHRÉTIEN QUI MÉNAGE DAMAS

KARIM PAKRADOUNI, président du parti des Kataëb (Phalanges) depuis 2002



KARIM PAKRADOUNI est convaincu que « l'avenir des chrétiens du Liban et d'Orient est d'être des chrétiens arabes et d'agir en conséquence ». « L'expérience nous a montré, dit-il, que chaque fois que les chrétiens libanais s'affrontaient à la Syrie ils en payaient le prix fort. Ils ne peuvent plus supporter de défaite. Il y va de leur existence même. »

D'où sa décision « de régler ce malentendu historique dans le cadre des accords de Taëf », signés en 1989 et qui ont mis fin à la guerre intestine libanaise, qui avait débuté en 1975. « Taëf, ajoute-t-il, est un cadre de référence, à partir duquel

nous avons décidé de rompre avec Israël et avec tout projet politique extérieur au Liban, et d'entretenir de bonnes relations avec ce voisin difficile [qu'est la Syrie]. »

Cet avocat sexagénaire reconnaît que cette politique a suscité des contestations au sein de la base du parti, voire des scissions. Membre des Kataëb depuis 1959, où il fut d'abord président de l'association des étudiants, Karim Pakradouni s'est tracé une voie plutôt originale jusqu'au sommet.

Dans les années 1970, Béchir Gemayel, le fils puîné du fondateur du parti, Pierre Gemayel, le tenait pour une brebis galeuse. Il lui reprochait en particulier d'avoir organisé une rencontre en 1969 entre son

père et Yasser Arafat, et une autre, en 1973, avec Hafez Al-Assad, l'ancien président syrien. Béchir Gemayel n'a pas hésité à commander, en 1976, un attentat contre lui, qui a détruit sa voiture.

Trois ans plus tard, après avoir été l'un des conseillers de l'ancien président Elias Sarkis, Karim Pakradouni n'en allait pas moins devenir l'un des conseillers de Béchir Gemayel, puis vice-président des Forces libanaises (FL), créées par ce dernier. Les Kataëb se situent aujourd'hui au troisième rang des formations chrétiennes libanaises, après les aounistes (partisans du général Michel Aoun) et les FL.

M. Na.

LEADER DES OPPOSANTS NON CHRÉTIENS

WALID JOUMBLATT, notable druze et chef du Parti socialiste progressiste



EN L'ESPACE d'un peu plus d'un mois, Walid Joumblatt est devenu, de facto, la figure de proue de l'opposition au pouvoir pro-syrien au Liban. La demeure ancestrale de sa famille, à Moukhtara, dans le Chouf, où il s'est replié pour des raisons évidentes de sécurité, après l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, est devenue le lieu de rencontre de personnalités politiques nationales et internationales et de coordination.

C'est qu'en tant que dirigeant le plus représentatif de la communauté druze et que chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, dont

les relations avec la Syrie ont, pendant près de trente ans, connu plus de hauts que de bas, avait, dès 2004, pris la tête des protestataires non chrétiens contre la tutelle syrienne.

L'idée d'une possible prorogation du mandat du président de la République, Emile Lahoud, par la seule volonté de Damas, avait sonné l'heure de vérité. Elle avait été le catalyseur d'une coordination avec le « Courant du futur » à écrasante majorité sunnite de feu Rafic Hariri, et surtout, d'une entente, la veille encore improbable, avec des forces et des partis chrétiens qui s'étaient opposés aux druzes par les armes durant la guerre de quinze ans.

L'attentat qui, le 1^{er} octobre, avait visé l'ancien ministre de l'économie

Marouane Hamadé, l'un de ses plus proches, avait brisé toutes les lignes rouges pour « le seigneur de Moukhtara ». L'assassinat de Rafic Hariri portera sa révolte et son franc-parler à leur comble. Il se laisse alors parfois aller sur une pente glissante, pour aussitôt rectifier le tir. Ce fut le cas avec le Hezbollah, qu'il avait commencé par mettre à l'index, avant de souhaiter vivement un dialogue avec cette formation.

Il est loin le temps où, à l'âge de 29 ans, succédant à son père Kamal, Walid Joumblatt paraissait avoir les épaules bien fragiles pour protéger sa communauté – a fortiori pour prendre une telle envergure.

M. Na.

Prégnant, le confessionnalisme s'effrite

DEPUIS 1943, LA RÉPARTITION RELIGIEUSE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE EST LA NORME. ELLE A LONGTEMPS BÉNÉFICIÉ AUX MARONITES

Refuge des maronites au IV^e siècle, des chiïtes au VIF, des druzes au X^e siècle, la « montagne » est le baromètre des crises au Liban. Lorsque la France mandataire (1920-1946) veut bâtir un Etat-nation sur le modèle européen, elle se trouve face une mosaïque de communautés religieuses : douze chrétiennes d'obédiences diverses, les communautés « mahométanes » comme on disait alors (sunnites, chiïtes), les druzes, les juifs, etc. Les auteurs de la Constitution de 1926 imaginent donc un système capable d'assurer une juste représentation des confessions et un équilibre de pouvoirs.

En 1943, le « pacte national » passé entre sunnites et maronites institutionnalise cette pratique : le président de la République est un chrétien maronite, celui de la Chambre des députés un chiïte, le président du conseil des ministres un sunnite. Plus tard, il sera décidé que le commandant en chef de l'armée doit également être maronite. Ce système éclate en 1975, avec la guerre, laquelle

ne suit pas exactement les contours de la répartition confessionnelle, mais voit politiquement s'affronter un « camp chrétien » aux musulmans qui, devenus majoritaires dans la population, veulent une redéfinition équilibrée de la représentation institutionnelle nationale.

La bataille du Chouf, en septembre 1983, voit s'opposer druzes et maronites, dans une réédition des troubles de 1842, 1843, 1860. Puis, dans la douleur, la « montagne » refait son unité. Les clans familiaux reprennent le dessus sur les milices. Les accords de Taëf (1989) rééditent le système confessionnel de 1943. Ils accroissent toutefois les pouvoirs du chef du gouvernement (sunnite), au détriment du président maronite.

Dix-huit communautés sont aujourd'hui reconnues de droit public. Elles participent à la vie politique, ont leurs écoles, leurs universités. Le « statut personnel » (mariage, divorce, héritage) dépend, chez les musulmans, de la loi islamique. Les chrétiens, eux, se marient selon la loi religieuse, mais héritent

18 COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

MUSULMANS (5 communautés)		63 %
dont :	Chiïtes	entre 29 et 32 %
	Sunnites	entre 16 et 20 %
	Druzes	3,5 %
Autres (alaoïtes, ismaéliens)		- 1 %
CHRÉTIENS (12 communautés)		37 %
dont :	Maronites	entre 25 et 28 %
	Autres	entre 9 et 12 %
(Catholiques : grecs-melkites, arméniens, syriaques, chaldéens, latins ; Orthodoxes : grecs-orthodoxes, arméniens, syriaques, coptes, assyriens. Protestants)		
Présence d'une petite communauté juive		
Source : Nations unies (estimations 1994)		

selon la loi civile. Malgré ces régimes différents, le pays ne se sépare pas entre chrétiens, d'un côté, et musulmans de l'autre.

Les chrétiens sont divisés en douze Eglises, qui incarnent chacune des histoires, des rites, des cultures différentes. La plus ancienne et nombreuse est l'Eglise maronite (du nom de Maroun, saint ermite du IV^e siècle). Malgré les pertes subies et l'exode, elle reste un centre de référence qui revendique l'incarnation des « constantes nationales » : souveraineté, indépendance, unité. Mais le « maronitisme » – est en perte de vitesse.

Les maronites relèvent du Vatican, les grecs-orthodoxes, deuxièmes en nombre, relèvent du patriarcat historique d'Antioche, mais leur siège est à Damas. Cette communauté, aussi urbaine et anglophone (Beyrouth, Tripoli) que les maronites sont plutôt montagnards et francophones, compte des personnalités comme le patriarche Hazim, l'évêque du mont Athos, Georges Khodr, des universités comme Balamand (Nord-Liban), réputée dans le dialogue entre

confessions chrétiennes et avec l'islam. Michel Aflaq, fondateur syrien du Baas, George Habache et d'autres théoriciens du nationalisme palestinien, Ghassan Tuani, fondateur de l'influent quotidien Al-Nahar, viennent de cette Eglise.

Plus urbains (Tripoli, Beyrouth, Saïda), les sunnites sont réputés plus dynamiques que les chiïtes, première communauté en nombre, plus ruraux et majoritairement présents, à la naissance du Liban, dans le Sud et dans la Bekaa, mais aspirés par le besoin puis les violences vers la banlieue sud de Beyrouth. Communauté minoritaire, mais charnière, les druzes ont gardé leur fief dans la montagne du Chouf. Aussi présents en Syrie et en Israël, ils sont une dissidence religieuse du mouvement ismaélien, issu du chiisme. Dirigés depuis des générations par les clans Joublatt et Arslan, ils sont encore à la pointe du combat contre la présence syrienne au Liban.

Henri Tincq

Achrafiyé, un vieux quartier chrétien bouleversé

PEUPLÉ EN MAJORITÉ DE GRECS-ORTHODOXES, IL A VU AFFLUER LES DÉPLACÉS DE LA GUERRE, PUIS LES BÉTONNEUSES ET LES RICHES DU GOLFE

Cela fait trente-deux ans que Bahjat Ghostine tient sa « chemiserie » rue Adib-Ishak, dans le quartier chrétien Achrafiyé de la partie est de Beyrouth. La carte de visite de ce confectionneur de chemises sur mesure est uniquement rédigée en langue française. Peut-être parce qu'il fut traditionnellement un pays de tourisme, et aussi parce que les Libanais ont un peu le complexe de l'Occident, il est de bon ton, pour les commerces, de s'affubler d'une appellation française ou anglaise, souvent totalement inadaptée, suivie, parfois, de sa désignation en arabe, la langue nationale. Mais à Achrafiyé, cette manie bat tous les records.

Allez savoir pourquoi telle boutique de prêt-à-porter féminin porte l'appellation de « Chayaka », écrit en lettres latines, alors qu'il s'agit d'une déformation arabe du mot « chic » ; et pourquoi la boutique voisine de vêtements féminins s'appelle « Bisou ». Même le kiosque à jour-

naux de la place Sassine s'intitule « Newsbox ». On pourrait multiplier les exemples de ces appellations plus ou moins incongrues attribuées à des tours, des immeubles et des établissements du quartier, dont seuls les plus anciens résidents ou originaires savent qu'il était encore, il y a cinquante ans seulement, un monticule ombré, où les habitants des parties plus basses de Beyrouth venaient, sinon passer l'été, en tout cas se mettre au frais durant la saison chaude. D'où son appellation, qui indique un surplomb.

Bahjat Ghostine, lui, le sait. Et s'il admet que les Libanais ont le complexe de l'Occident, il estime qu'ils ont eu tort de mettre fin au mandat français. « On aurait au moins évité l'occupation syrienne », dit-il, mi-figue, mi-raisin. On s'est moqué de moi lorsque, en 1973, j'ai payé un pas-de-porte de 10 000 dollars pour cette boutique. » Achrafiyé était alors un quartier résidentiel, à population majori-

tairement grecque-orthodoxe, avec l'église Saint-Nicolas, quelques kilomètres en contrebas.

Avec la concurrence du centre commercial qu'était le centre-ville et la rue Hamra, dans la partie ouest de Beyrouth, avant la « guerre de quinze ans » (1975-1990), Achrafiyé n'était plus le lieu idéal pour faire des affaires. Mais, en l'espace de trente-deux ans, les temps ont bien changé, et la « chemiserie » Ghostine en bénéficie.

UNE FORÊT DE BÉTON

Achrafiyé, qui, comme l'ensemble de Beyrouth, n'a jamais été un chef-d'œuvre d'urbanisme, a vu se multiplier les immeubles résidentiels, les centres commerciaux, les boutiques en tout genre et les édifices, dans un désordre et une frénésie de l'occupation des sols qui semblent avoir surtout obéi à deux objectifs : répondre aux besoins des déplacements de population et à l'instinct de regroupement communautaire chrétien durant et après la guerre

interlibanaise ; et bénéficier de la spéculation immobilière qui s'est emparée de Beyrouth après ce conflit.

Loïn de cette forêt de béton, dans laquelle sont noyées les rares vieilles et belles maisons au toit de tuiles, le chemisier, en homme avisé, rentre chez lui tous les soirs à Jounyé, à une trentaine de kilomètres au nord, où il « respire l'air de la mer toute proche et des pins ». Qui couvrent la colline de Bkerké. Depuis la fin des hostilités, en 1990, les Libanais et autres résidents ou visiteurs de toutes confessions circulent partout librement. Achrafiyé ne fait pas exception à la règle.

« L'été, de nombreux Arabes du Golfe viennent ici », dit M. Ghostine. Le parking, à deux immeubles d'ici, a été vendu à un investisseur koweïtien. » Les embouteillages des accès d'Achrafiyé par l'ouest attestent ce brassage. Mais il n'y a toujours à Achrafiyé, qui ne manque pas d'églises, qu'une unique mosquée. Elle se dresse à sa périphérie ouest, sur la fameuse « route de

Damas », l'une des lignes de front de la guerre intercommunautaire. Certes, divers quartiers de Beyrouth-Ouest portent eux aussi une forte identité musulmane, mais cette zone-là demeure, malgré tout, plus diversifiée.

C'est aussi à la limite de la « route de Damas », qui coupait la ville en deux durant la guerre, que, côté Achrafiyé, se trouve la rue Monot, autrefois résidentielle, voire triste, devenue un quartier branché avec ses multiples restaurants et bars, lieux de rencontre d'une jeunesse aisée et occidentalisée, toutes appartenances communautaires confondues.

Dans la crise que traverse le Liban, les plus cyniques des loyalistes disent, pour la dévaloriser, que c'est cette jeunesse dorée qui bat le pavé pour demander la fin de la présence syrienne. Les récents rassemblements leur ont infligé un cinglant démenti.

Mouna Naïm

Bourgeois, révoltés et salafistes à Tripoli, fief sunnite

LA VILLE EST LE BASTION D'OMAR KARAMÉ, CHEF DE CLAN, HOMME LIGE DE DAMAS MAIS AUSSI FAROUCHE ADVERSAIRE DES ISLAMISTES

Les problèmes communautaires n'existent pas à Tripoli ; « Chrétiens et sunnites vivent la main dans la main » ; ces phrases reviennent comme des ritournelles dans le discours des Tripolitains. Ces bonnes paroles doivent être nuancées par le récit de Myriam, « choquée d'avoir entendu dans le souk un gamin crier : « Mort aux chrétiens ! » ». « Des mots d'enfants qui ne portent pas à conséquence, relativise-t-elle, mais tout de même... Pourquoi les adultes le laissent dire des choses pareilles ? » La jeune femme, qui appartient à la petite minorité chrétienne de cette grande cité de 500 000 habitants, presque exclusivement sunnites, se plaint aussi d'une atmosphère « de plus en plus islamiste ».

Avec ses centaines de mosquées, dont certaines datent de l'époque mamelouk et ottomane, avec ses hammams, son souk traditionnel où les échoppes des tailleurs, joailliers, parfumeurs, tanneurs ou marchands de savon n'ont guère dû changer depuis cinq siècles, Tripoli, à 85 kilomètres

au nord de Beyrouth et à quelques kilomètres seulement de la frontière syrienne, ressemble à s'y méprendre aux capitales sunnites du Moyen-Orient.

L'homme fort de la ville est Omar Karamé, l'actuel premier ministre libanais démissionnaire pro-syrien. Mais, au niveau national, Rafic Hariri, assassiné le 14 avril, était le symbole de la puissance politique sunnite. Preuve de son aura, les Tripolitains interrogés annoncent qu'ils suivront désormais sa sœur, Bahïa, ou son fils aîné, Baha Hariri, plutôt qu'une des personnalités sunnites locales. Sa mort a laissé la communauté orpheline et plongé la cité dans les contradictions. « Nous sommes proches des Syriens, qui sont nos frères sunnites », explique un homme, mais le régime à Damas est alaouite [minorité religieuse dont est issu le président Bachar Al-Assad] et il était temps qu'ils s'en aillent. »

Plus qu'un débat sur le retrait militaire syrien, les divisions ont pris l'aspect d'une lutte de clans locale opposant les partisans de Karamé à leurs rivaux politiques, et les

familles de notables et des riches marchands à la plèbe des petits commerçants. Premier importateur de ciment, de marbre, de bois, d'huiles végétales et industrielles..., la Syrie est de loin le plus gros client de Tripoli.

« Les riches soutiennent la Syrie. C'est logique, c'est avec elle qu'ils font leurs affaires », explique un vendeur de chaussures d'occasion. Pouvoir et argent allant souvent de pair, ajoute-t-il, « tous ceux qui faisaient la loi à Tripoli, le clan Karamé, les hommes des services et les « riches » ont fait des alliances politiques et familiales des deux côtés de la frontière. Ils craignent de perdre leurs privilèges, leurs moyens de pression faciles. » Et de donner cet exemple : « Mon voisin et sa femme sont allés manifester à Beyrouth avec l'opposition. Le lendemain, une fondation de charité liée à Omar Karamé leur a dit de ne plus revenir, que dorénavant ils n'avaient qu'à demander à Hariri de les nourrir ! »

Un autre moyen serait l'usage de la force. « Dès qu'on proteste ou qu'on se révolte un peu, assure-t-il, ils étouffent l'affaire en nous

accusant d'être des extrémistes islamistes et nous jettent en prison. » Lui-même y a passé plusieurs séjours, « parce que, dit-il sans plus de précision, l'on m'a accusé d'appartenir à Al-Qaïda ».

Idem pour le jeune imam de la mosquée Aboul Qassem, arrêté suite à l'explosion du McDonald's de la ville, au printemps 2003 : « J'ai été accusé d'avoir participé à l'attentat mais aussi de fomenter l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis ! Au bout de deux mois, j'ai été relâché. » D'après l'imam, ses ennuis avec la justice sont dus à la teneur de ses « prêches politiques sur le grand ennemi Israël », à sa barbe et à son allure vestimentaire. Il dénonce « ce gouvernement libanais [qui] s'obstine à donner des sunnites de Tripoli l'image de terroristes ».

Plusieurs affaires ont mis en évidence l'existence de réseaux salafistes entre Tripoli, la Syrie et l'Irak. Les autorités religieuses de la ville sont également intervenues à plusieurs reprises dans des affaires d'otages libanais en Irak.

Par ailleurs, les Tripolitains ont la gâchette facile. Dans les bas quartiers, les querelles personnelles virent souvent à la vendetta. « Se révolter un peu » peut signifier prendre son kalachnikov et s'en servir. Un homme explique ainsi qu'il va « régulièrement tirer » sur la maison d'un concitoyen pro-syrien, « pour lui faire peur ». Le 28 février, Fadi El-Ahmed, jeune partisan de Karamé, était abattu d'une balle tirée du haut d'un immeuble.

Habituellement caractérisée par une grande activité commerciale, Tripoli est, aujourd'hui, étrangement calme. Les ouvriers syriens, très nombreux dans la zone, ont fui en masse. Le port de la ville, avec sa corniche et ses restaurants toujours pleins de familles venues se détendre, est désert. « Pour les sunnites de Tripoli, tout est perturbé, s'inquiète un jeune chômeur. La situation économique ne fait qu'empirer, les esprits sont échauffés et chacun regarde l'autre d'un air suspicieux. »

C. Hn

L'INTERLOCUTEUR INCONTOURNABLE

MGR NASRALLAH BOUTROS SFEIR, cardinal maronite



LE CARDINAL Nasrallah Boutros Sfeir a beau se défendre d'être un homme politique, il est le principal référent de la communauté maronite (catholique), dont il est le patriarche, un passage obligé de toutes les personnalités de cette communauté, qu'elles soient loyalistes ou dans l'opposition.

Agé de 85 ans, ordonné en 1950, Mgr Sfeir, président polyglotte de l'Assemblée des patriarches et évêques catholiques au Liban, a été nommé cardinal le 26 novembre 1994. Après avoir occupé les fonctions, entre autres, de vicaire général patriarcal (1961), conseiller de la

commission de révision du droit canonique (1980), il a été élu patriarche et intronisé sur le siège d'Antioche et de tout l'Orient en avril 1986.

Depuis longtemps, son prestige dépasse les limites de sa communauté. A tort ou à raison, de nombreux représentants d'autres communautés estiment qu'il peut infléchir la position des siens dans un sens ou dans l'autre. Les chefs des Etats influents au Liban mesurent son rôle, surtout dans la crise consécutive à l'assassinat de Rafic Hariri, le 14 février.

Ce n'est certainement pas en sa qualité d'ecclésiastique qu'il vient d'effectuer une visite aux Etats-Unis, à l'invitation du président George W. Bush. Durant ce séjour,

il a rencontré le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. En septembre 2004, il s'était rendu en France, où il avait été reçu par le président Jacques Chirac.

Seul chef spirituel libanais à avoir une telle surface politique, le cardinal Sfeir ne s'est jamais privé de dire ce qu'il pense à propos de la situation au Liban, surtout depuis le début des années 1990, lorsque les maronites s'étaient retrouvés sans véritable leader politique et s'étaient retirés du jeu politique officiel. Ne se départant jamais de son calme, d'une voix égale et basse, le cardinal Sfeir est d'une franchise désarmante et courtoise et d'une grande constance.

M. Na.

L'AUTORITÉ RELIGIEUSE DRUZE SUPRÊME

CHEIKH BAHJAT GHAIÛH, dit le « cheikh Aql »



LE CHEIKH Bahjat Ghaïth est le cheikh Aql druze, c'est-à-dire la plus haute autorité de cette communauté (originellement issue d'une scission, au IX^e siècle, des ismaéliens, avant de s'en éloigner).

Originaire du village de Niha, dans la montagne du Chouf, à l'est de Beyrouth, le cheikh Bahjat Ghaïth occupe ses fonctions depuis l'an 2000, après le décès de son prédécesseur et guide spirituel, le cheikh Mohammed Abou Chaqra, qui, dès le début des années 1990, en avait fait son dauphin.

L'hostilité du cheikh à la mainmise syrienne sur le Liban lui avait valu l'ire de Damas, qui avait tenté de faire adopter par la Chambre des députés un texte conférant à un comité parlementaire le soin de désigner le chef spirituel de la communauté druze, alors que, selon la tradition, les notabilités religieuses, les *oqqal* (sages), en ont la charge.

Bahjat Ghaïth et les autres chefs religieux de sa communauté se sont également opposés, avec succès, au projet de réorganisation des wakfs, les biens de mainmorte ou dotations qui assurent le financement des activités philanthropiques visant à les transférer des autorités religieuses à une com-

mission civile. Le premier souci d'un cheikh Aql est, toujours, de préserver le patrimoine spirituel de sa communauté et d'œuvrer au maintien de sa cohésion.

Pour autant, le véritable leadership politique druze est toujours revenu aux chefs des deux principales familles politiques rivales, les Joublatt et les Arslan. Sur l'échiquier de l'après-assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, Walid Joublatt s'est imposé de facto comme la figure de proue de l'opposition. Talal Arslane, lui, est « loyaliste ». Il n'en a pas toujours été ainsi.

M. Na.

LES LIBANAIS

LE POIDS DES ATTACHES RELIGIEUSES



■ Des promeneurs et des marchands déambulent dans les anciens quartiers de la Citadelle, à Tripoli, sous une affiche de l'homme fort de la ville, le premier ministre démissionnaire Omar Karamé.



■ C'est dans la rue que s'exprime la plus grande diversité d'appartenance. De très nombreux apolitiques, toutes communautés confondues, se réunissent, comme ici, lors d'une manifestation, place des Martyrs, à Beyrouth.

Des communautés éclatées

POLITIQUEMENT, LES GROUPES CONFESSIONNELS SONT EUX-MÊMES DIVISÉS

Le clivage qui s'est fait au Liban entre loyalistes et opposants depuis l'assassinat, le 14 février, de l'ancien premier ministre Rafic Hariri ne se juxtapose pas à celui des communautés. Chaque camp comprend des personnalités et des formations dont certaines se sont entretenues, sur la base du confessionnalisme politique, durant la guerre intestine de quinze ans (1975-1990).

Aucun des deux camps ne présente par ailleurs une véritable harmonie de vues sur les problèmes actuels du Liban. Quelles que soient les appellations données aux rencontres entre les deux camps – Rencontre d'Aïn Al-Tin pour les loyalistes, Rencontre de Kornet Chehouane ou du Bristol pour les opposants, tous noms de lieu sans référence politique –, elles incluent des formations de différentes appartenances communautaires.

La relative exception sur cet échiquier très récent d'alliances fragiles est la « minorité majoritaire » chiite, dont les formations les plus représentatives, le Hezbollah et le mouvement Amal, sont toutes deux dans le camp loyaliste – pro-syrien. Encore que...

Le cheikh Seyyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, affirme que son parti n'est pas plus loyaliste qu'opposant, et qu'il partage des vues communes avec certaines composantes de chaque camp. Ce qui n'empêche pas sa formation, ainsi qu'Amal, dirigé par le président du Parlement, Nabih Berri, de faire partie de la Rencontre d'Aïn Al-Tin.

De l'aveu même du cheikh Nasrallah, le Hezbollah, pas plus qu'Amal, ne peut prétendre à la représentation de tous les chiïtes. Toutefois, ceux qui sortent du rang demeurent minoritaires. L'inscription « Les chiïtes du Liban vous soutiennent, mais leur pouvoir de décision politique a été réquisitionné », que l'on peut lire parmi des milliers d'autres, à Beyrouth, sur des panneaux du centre-ville, dénonçant le pouvoir et soutenant l'opposition, traduit sans doute son sentiment.

LA RUE PROTESTATAIRE

De cette hétérogénéité plus importante qu'on imagine, le Liban nord offre un autre exemple. Grand ami de la Syrie, le maronite Soleiman Frangié, ministre de l'intérieur, qui bénéficie d'une base populaire certaine dans sa région, est un pilier des loyalistes aux côtés du sunnite Omar Karamé, premier ministre deux fois démissionnaire, dont la famille bénéficie historiquement d'une réelle assise à Tripoli, capitale du Liban nord. Avec eux siègent également, entre autres, au sein de la Rencontre d'Aïn Al-Tin, le Parti (laïque) socialiste nationaliste syrien, favorable à la « Grande Syrie » et dont les adhérents appartiennent à toutes les communautés de toutes les régions du pays, ou encore la branche libanaise du parti Baas syrien, majoritairement sunnite.

Les formations chrétiennes et druzes les plus représentatives forment le camp des opposants. Côté chrétien, il s'agit du Cou-

rant national libre, qui groupe les partisans du général (en exil) Michel Aoun et les Forces libanaises, officiellement dissoutes. D'autres partis chrétiens moins importants s'y sont agrégés, aux côtés du Parti socialiste progressiste de Walid Joublatt, devenu de facto la figure de proue de l'opposition. Le parti des Kataëb, au troisième rang des formations chrétiennes, est classé dans le camp loyaliste, mais il a connu au cours des dernières semaines une scission protestataire. Côté druze, les partisans du leader Talal Arslane sont demeurés loyaux au pouvoir. Une « troisième voie » a vu le jour, sous la houlette de l'ancien premier ministre (sunnite) Sélim Hoss, regroupant des personnalités de différentes communautés mais sans réelle représentativité populaire.

C'est dans la rue protestataire que s'exprime la plus grande diversité d'appartenances. De l'aveu même des responsables, l'exaspération générale est telle contre l'Etat policier et les ingérences syriennes que de très nombreux apolitiques, des jeunes surtout, toutes communautés confondues, ont joint leur voix à celle de l'opposition.

Laquelle, disent-ils, ferait bien de comprendre que le vent a tourné, et que, une fois la crise dissipée, il faudra du sang neuf et un véritable bouleversement de la vie politique. Les plus âgés restent sceptiques.

M. Na.

La résistible érosion des vieilles méfiances

JO LE MARONITE ET NORA LA CHIITE S'AIMAIENT. LES FAMILLES LES ONT SÉPARÉS DE FORCE. LES BARRIÈRES INTERCOMMUNAUTAIRES ONT LA VIE DURE

Nora aime Jo. Jo aime Nora. Ils ont une vingtaine d'années, un goût commun pour les soirées en discothèque et la cuisine chinoise. Issus de la bourgeoisie libanaise plutôt aisée, ils ont fait de bonnes études, voyagé à l'étranger, et ont une vision moderne du couple et du monde. La vie sourit aux jeunes tourtereaux, qui décident, après deux ans d'une relation suivie, de fonder un foyer. Chacun va porter l'heureuse nouvelle à sa famille : Nora et Jo vont se marier.

Mais là, dérapage. Une « différence » vient tout bouleverser. La famille de Nora est musulmane chiïte, celle de Jo chrétienne maronite. Et toutes deux sont catégoriques : cette union est impossible, impensable. Le monde s'écroulerait-il qu'une chose aussi « honteuse » ne saurait se produire. Pour Nora et Jo, c'est leur petit bonheur qui s'écroule. Les familles ont des mots si durs l'une envers l'autre que les amoureux finissent par se brouiller. Aujourd'hui, ils ne s'adressent plus la parole.

Au Liban, les couples mixtes intercommunautaires sont rares. Un constat qui s'explique par un traditionalisme ancré dans les mentalités, que la guerre civile de 1975 à 1990 n'a pas aidé à faire évoluer. Le mariage civil n'existe pas. Pour convoler, il faut donc obligatoirement en passer par les autorités religieuses – ou transgresser les règles sociales, au risque de se voir rejeter de la famille et de la communauté. L'île de Chypre, toute proche, qui délivre des certificats de mariages mixtes, est ainsi devenue au Liban le symbole de ces amours interdites.

Si elles ne se mêlent pas par le sang, les dix-sept communautés libanaises vivent néanmoins en paix depuis maintenant une quinzaine d'années. Le 14 mars, une foule de plusieurs centaines de milliers de jeunes ont offert à leurs aînés un spectacle aussi émouvant qu'inattendu en manifestant dans les rues de la capitale, toutes confessions confondues, sous une seule bannière et pour une même revendication : le départ des Syriens.

Damas, souvent accusé de diviser le Liban pour mieux y régner en jouant le jeu pervers des querelles communautaires, a peut-être été ainsi à l'origine d'une réconciliation nationale que les anciens n'espéraient plus. « Après tant de souffrances et tant de haine, s'émeut un vieux sunnite de Tripoli, les yeux embués de larmes, je n'aurais jamais cru voir, de mon vivant, la Croix et le Coran réunis, côte à côte, au Liban. Je peux à présent mourir en paix. » Le ton est presque aussi dramatique chez ce chrétien d'une quarantaine d'années, ancien milicien pendant la guerre civile : « Nous avons détruit notre pays. Notre génération est foutue, elle ne réussira jamais à pardonner. Mais ces jeunes qui n'ont pas connu la guerre le font à notre place, c'est merveilleux. » « Paul qui discute avec Mohammed ! J'hallucine », s'exclame un autre, sans ironie.

Fin de l'ère confessionnelle au Liban ? L'imbrication de tant de communautés, au sein d'un territoire aussi exigu, rend la question particulièrement sensible. Au Liban sud, les règlements de comptes entre chrétiens et chiïtes, que laissait craindre le retrait israélien de mai 2000, n'ont pas eu lieu. A cet égard, le témoignage de ce commerçant de Bourj El-Moukoul, village situé non loin de la frontière israélienne, est édifiant : « J'avais très peur des mouvements de résistance chiïtes. Non seulement je suis chrétien, mais je vendais de l'alcool et, en plus, j'importais la plupart de mes boissons d'Israël ! Le jour où deux hommes armés du Hezbollah ont débarqué dans ma boutique, j'ai cru que ma dernière heure

avait sonné. Mais ils m'ont dit que je pouvais continuer à vendre de l'alcool et même à écouler mon stock israélien. Ils ont simplement précisé que, par la suite, il me faudrait les importer d'ailleurs. » Dans cette région, les principales frictions se sont produites au sein de la communauté chiïte, entre milices rivales du Amal et du Hezbollah.

L'absence de conflit au sud ou ailleurs n'implique pas pour autant une cohabitation idéale. Pour Mireille, jeune maronite de 22 ans qui habite le quartier huppé d'Achrafiyé à Beyrouth, cela signifierait plutôt « entente cordiale » et « chacun chez soi ». De son propre aveu, elle ne connaissait rien de la culture musulmane jusqu'au jour où elle fit connaissance de Hassan, un chiïte de son âge. C'était en période de ramadan. Celui-ci l'invita alors à venir participer à la rupture du jeûne dans sa famille, à Haret Hreik, quartier chiïte distant de quelques minutes en voiture d'Achrafiyé mais où Mireille n'a jamais mis les pieds.

Le jour où elle s'y rend, elle tombe nez à nez avec un groupe d'hommes vêtus de noir qui paradedent en cadence. « J'ai eu peur, raconte-t-elle, j'ai cru que c'était la guerre ! » Malgré cela, avec l'insolence qui la caractérise, elle sort de sa voiture – pantalon moulant

Mireille : « Les chiïtes vivent à quelques rues et j'ignorais tout d'eux. Nos problèmes sont dus à l'ignorance »

et nombril à l'air – et interpelle un des hommes. « Je voulais savoir qui il était. Il m'a rétorqué en exigeant mes papiers d'identité et en me faisant passer un véritable interrogatoire. Il a fini par me dire qu'il était Hezbollah. Ça m'a étonné parce qu'il n'avait pas de barbe. Je l'ai félicité : « Bravo ! Vous nous avez libérés d'Israël », mais ça ne lui a pas plu. Il m'a répondu avec mépris : « Va-t-en et reste chez toi, tu n'as rien à faire ici. Je ne veux plus jamais t'y revoir ! »

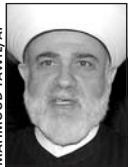
Mireille a tiré une leçon de sa mésaventure. « Ces chiïtes vivent à quelques rues de chez moi et j'ignorais tout d'eux », se reproche-t-elle aujourd'hui. « Nos problèmes communautaires sont dus à l'ignorance », conclut-elle, en ajoutant que, depuis, elle s'intéresse beaucoup à l'islam. De la même façon, Alia, étudiante sunnite de Saïda, explique qu'il lui a fallu « attendre l'âge de quinze ans pour avoir une copine chrétienne et comprendre qu'on pouvait être arabe sans forcément être musulmane. »

« La vie de ce pays est régie par le racisme, se désole Yasmine, une chiïte de 28 ans. Pas un racisme violent, mais ordinaire. Si les communautés ne se font plus la guerre, elle ne se font pas confiance pour autant. Moi, quand je vois les portraits de Samir Geagea [chef chrétien emprisonné des Forces libanaises], ça me fout la trouille. Ce type a tué plein de musulmans. Les gens d'Achrafiyé, eux, ont peur quand ils voient Hassan Nasrallah [chef du Hezbollah] à la télé : ils ont l'impression qu'une République islamique va leur tomber sur le dos. Ces malaises ont une longue histoire qui n'a pas été réglée et dont personne ne veut parler. La guerre civile et les questions confessionnelles restent, aujourd'hui encore, nos plus gros tabous. »

Cécile Hennion

LE SUNNITE QUI S'OPPOSE À DAMAS

CHEIKH MOHAMMED RACHID QABBANI, mufti de la République



SON PRÉDÉCESSEUR, cheikh Hassan Khaled, avait été la cible d'un attentat à la voiture piégée, en mai 1989, qui avait fait quator-

ze morts et plusieurs blessés. Hassan Khaled était alors engagé dans un processus de réconciliation nationale qui, disent de très nombreux Libanais, n'avait pas l'heur de plaire au tuteur syrien, sur lequel ils rejettent la responsabilité de son assassinat.

Ce qui n'a pas empêché le cheikh Mohammed Rachid Qabbani, mufti de la République depuis seize ans, c'est-à-dire la plus haute autorité religieuse officielle musulmane sunnite du pays, de plaider lui aussi

pour la « fin des dissensions » intralibanaïses, le Liban ne pouvant plus, selon lui, « supporter de vivre à l'ombre des divisions ».

Après l'assassinat de l'ancien premier ministre (sunnite) Rafic Hariri, cheikh Qabbani a estimé que sa communauté tout entière se sentait désormais menacée. A l'unisson de personnalités laïques sunnites, et plus globalement de l'opposition et d'une bonne majorité de Libanais, il a réclamé une enquête internationale rapide sur cet assassinat pour que soit révélée l'identité des coupables et que soit mis fin au cycle de violences dont ont été victimes de nombreuses personnalités, sans que les enquêtes aient jamais abouti.

M. Na.

LE PÈRE SPIRITUEL DU HEZBOLLAH CHIITE

L'AYATOLLAH MOHAMMED HUSSEIN FADLALLAH



EN CHIISME, il n'existe pas une seule autorité suprême. Les fidèles peuvent placer leur confiance dans tel ou tel « marja » (réfèrent) ayant atteint le degré d'études, de sagesse et d'expérience requis, sans distinction de nationalité ou de résidence.

Dans cette mesure, l'ayatollah Mohammed Hussein Fadlallah est, sans doute, seulement l'un des référents de la communauté chiïte libanaise. Il aspirerait, selon certaines sources, à la succession du grand ayatollah Ali Al-Sistani, d'origine iranienne et résident de longue date de la ville sainte chiïte de Nadjaf, en

Irak. C'est dans cette ville que Mohammed Hussein Fadlallah, dont la famille est originaire d'Aïnata, au Liban sud, a vu le jour en 1936, et a vécu jusqu'à la trentaine.

C'est également à Nadjaf qu'il fit ses études religieuses, sous la direction de maîtres qui allaient entrer dans l'histoire du chiïsme et sont désormais relativement connus post mortem en Occident, tels Aboul Qassem Al-Khoïe, Mohsen Al-Hakim et Mohammed Baqer Al-Sadr.

A son retour au Liban, Mohammed Hussein Fadlallah s'était d'abord installé dans le quartier de Nabaa, à la périphérie est de Beyrouth, qui, comme d'autres, était devenu le point de chute de l'émigration intérieure, en provenance sur-

tout des régions chiïtes. Il y avait fondé une association, un institut religieux et une mosquée, avant que la guerre intestine ne l'oblige à se déplacer en d'autres lieux, toujours à Beyrouth, pour s'établir définitivement à Bir Al-Abed, dans sa banlieue sud.

L'invasion israélienne du Liban en 1982 le propulsa sur la scène politique pour appeler à la résistance. A l'unisson d'autres oulémas et « marjaas », il a vivement condamné les attentats anti-américains du 11 septembre 2001 et les actes militaires qui visent les civils. Auteur de plusieurs ouvrages, il est considéré comme le père spirituel du Hezbollah, ce dont il se défend.

M. Na.

Entre arabité et fascination de l'Occident

LES LIBANAIS SONT SORTIS EXSANGUES DE LA GUERRE (1975-1990). LE POIDS DU COMMUNAUTARISME ET LA PAUVRETÉ PÈSENT SUR LES ÉVOLUTIONS

La société libanaise est paradoxale, multiple, schizophrène, écartelée entre un Occident fantasmé – adulé ou détesté – et la tradition arabomusulmane. La coexistence de si nombreuses communautés sur un territoire aussi exigu est forcément compliquée. Même si la religion n'est plus inscrite sur les cartes d'identité, l'appartenance communautaire continue à gérer toute la vie sociale et politique.

Le dernier recensement officiel date de... 1932. Peu s'en plaignent, l'absence de chiffres permettant de préserver le mythe d'un « équilibre démographique » entre les communautés confessionnelles. On estime le nombre d'habitants à quatre millions ; peut-être cinq. Auxquels il faudrait ajouter 350 000 réfugiés palestiniens et un million d'ouvriers syriens – avant que ces derniers ne subissent, depuis l'assassinat

de Rafic Hariri, la vindicte de l'opposition antisyrilienne et décident pour beaucoup de retourner dans leur pays.

Cette mosaïque identitaire donne lieu parfois à des scènes insolites et difficilement imaginables ailleurs dans la région : sur une plage, des filles en Bikini microscopiques et, sur celle d'à côté, des femmes se baignant en tchador. Une situation dont le charme est terni par les divisions qu'elle implique.

Ces divisions sont accentuées par une crise économique profonde, qui fait souvent dire aux Libanais, par dérision : « *On mangeait mieux pendant la guerre.* » La dette publique a atteint cette année le chiffre difficilement recouvrable de 37 milliards de dollars. Sous la politique volontariste de Rafic Hariri, des sommes faramineuses ont été investies pour redonner au centre-ville son lustre d'avant-guerre, mais le clin-

quant des vitrines de luxe ne rend que plus visible l'extrême pauvreté qui règne dans d'autres quartiers de la capitale.

A Beyrouth, un terrain de golf au gazon savamment entretenu surplombe le bidonville de Sabra, le camp de réfugiés palestiniens de Chatila et les quartiers chiites déshérités de Dahhié et Bourj el-Barajné où, chaque été, le manque d'eau est un problème récurrent. Partout, le fossé s'est creusé entre la minorité des plus riches et la masse des plus pauvres.

La fin de la guerre civile n'a pas tenu ses promesses. Les coupures d'électricité restent fréquentes, même dans la capitale, où chaque quartier, privilégiant le système D, s'est équipé de son propre groupe électrogène. Un nouveau « métier » a ainsi été créé : le « monsieur du moteur », devenu également, et par le hasard des choses, le fournisseur des chaînes satellites piratées

(pour 20 dollars par mois, les Libanais ont accès à une centaine de chaînes câblées du monde entier).

Avec un taux de chômage estimé, en l'absence de statistiques officielles, à 20 % de la population active et un smic de 200 dollars par mois, le pays offre peu de perspectives à la jeunesse (30 % des Libanais ont moins de 15 ans). Le mariage, qui correspond au départ de la maison familiale, et donc à l'achat d'un nouveau logement, représente une dépense importante que beaucoup ne peuvent pas s'offrir.

Autant de difficultés et de frustrations qui poussent la jeune génération, comme leurs parents avant eux, à prendre le chemin de l'exil. Depuis la fin de la guerre, un quart de la population a ainsi quitté le pays. Aujourd'hui, les Libanais de la diaspora seraient trois fois plus nombreux que ceux de l'« intérieur ».

C'est sans doute parce que la crise économique est si grave, et le poids traditionnel du communautarisme si fort, que la vision de centaines de milliers de jeunes envahissant pacifiquement les rues de Beyrouth a paru tellement porteuse d'espoirs. Nul ne sait s'ils maintiendront leur mobilisation jusqu'aux élections législatives, normalement prévues au mois de mai, mais de véritables changements sont apparus.

Ceux qui faisaient autrefois allégeance systématique à leurs leaders communautaires peuvent se tourner à présent vers des Walid Joumblatt et Bahia Hariri, fers de lance de l'opposition, sans considération de leur appartenance religieuse. Et, pour la première fois, malgré des perspectives économiques inquiétantes, les jeunes clament que l'avenir leur appartient.

Cécile Hennion

RIAD SALAMÉ, gouverneur de la banque centrale

« La place financière de Beyrouth se repositionne mieux qu'elle n'était avant 1975 »



Quelles ont été les répercussions de l'assassinat de Rafic Hariri sur la situation financière ?

L'assassinat a immédiatement considérablement diminué la confiance des marchés et a donc entraîné, tout aussi immédiatement, des conversions de la livre libanaise vers la devise américaine. Mais ce choc, psychologique et politique, n'avait rien à voir avec les finances publiques ou le monétaire.

La Banque du Liban, qui a l'expérience des variations dans les états d'âme des marchés, avait, en 2003 et 2004, accumulé des réserves en devises et développé des ingénieries financières, ce qui a permis de maintenir une stabilité des prix. La livre a également maintenu sa parité par rapport à la devise américaine.

Rafic Hariri, qui a introduit le Liban dans la globalisation, était associé par les mar-

chés à la stabilité et à la reconstruction. La réaction des marchés était psychologique, mais elle traduisait aussi la crainte d'un possible vide au niveau de l'exécutif au Liban. La réaction pacifique de la population libanaise, en particulier la manifestation du lundi 14 mars, a beaucoup calmé les esprits quant à l'avenir, parce qu'elle a fait tomber le spectre d'une nouvelle guerre civile.

Le calme est en train de revenir progressivement sur les marchés des changes. Les actions de la société Solidere [firme libanaise pour le développement et la reconstruction du centre de Beyrouth, créée par Rafic Hariri] ont accusé de fortes hausses. Sur le marché obligataire, notamment sur les eurobonds, les taux d'intérêt dans le marché secondaire sont restés stables et n'ont perdu qu'un demi-point. Les banques demeurent très fortes et il n'y a pas eu de sortie de capitaux.

Ni de capitaux libanais ni des autres ?

Non, je parle des capitaux en général. Les comptes des non-résidents, Libanais inclus, ne dépassent pas 14 % de la totalité des dépôts. Les pays et les ressortissants arabes, ainsi que la famille Hariri, ont dit leur détermination à continuer à investir et à garder leurs avoirs au Liban.

Comment la place financière de Beyrouth se portait-elle avant l'assassinat ?

L'institut Insee, qui supervise les comptes nationaux, avait relevé un taux de croissance réel de l'ordre de 6 % en 2004 et prévoyait le même taux de croissance pour 2005. Comparé à janvier 2004, janvier 2005 révélait une activité économique supérieure de 30 %.

En 2003 et 2004, nous avons assisté à des progressions dépassant les 12 % par an dans les bilans des banques ; et les réserves ou les avoirs extérieurs de la banque centrale avaient atteint des records jamais connus dans l'histoire du pays. Ils étaient supérieurs à 12 milliards de dollars, compte non tenu des avoirs en or de la Banque du Liban. L'in-

flation se situait au-dessous de 4 % et le pays commençait à profiter des investissements qui ont été faits dans la reconstruction des infrastructures et de la stabilité des prix maintenue au cours des dernières années.

Aujourd'hui, la stabilité est maintenue par la banque centrale, dans la mesure où le gouvernement est démissionnaire et où l'économie ne fonctionne pas à plein rendement, à cause des fermetures et des manifestations. Le Liban peut repartir du bon pied, mais il a besoin d'une solution politique assez rapide qui satisfasse les vœux de la population.

La place financière de Beyrouth peut-elle redevenir ce qu'elle était avant le début, en 1975, de la guerre intestine de quinze ans, c'est-à-dire le cœur financier de la région ?

En fait, elle est en train de se repositionner mieux qu'elle n'était en 1975 ! A cette époque, elle était considérée comme une

plaque tournante pour des fonds qui provenaient des pays arabes pétroliers et qui passaient par Beyrouth pour se replacer sur les différentes places internationales. Au cours des douze dernières années, nous avons développé des banques nationales capables de concurrencer ici et régionalement les banques étrangères. La part de l'activité des banques locales est passée à 85 % du total des activités, alors qu'elle n'était que de 25 % avant 1975. Nous avons développé beaucoup de produits, notamment des instruments de dette et des instruments structurés financiers, qui ont fait que le Liban est devenu un objectif en soi.

C'est ce qui a permis une forte croissance dans le développement du financement aux secteurs public et privé ; et c'est ce qui a fait que le total du bilan des banques représente trois fois la taille de l'économie libanaise.

Propos recueillis par Mouna Naïm

Beyrouth by night, sur les décombres de la guerre

BARS ET BOÎTES DE NUIT SE MULTIPLIENT. LEUR MAUVAIS GOÛT ET LEUR HUMOUR NOIR DISENT TOUT DE LA JEUNESSE QUI LES FRÉQUENTE

La nuit tombe sur Beyrouth. Alors que les quartiers périphériques s'endorment dans le calme et l'obscurité, le centre-ville commence une vie pleine de lumières et d'agitation, celle des night-clubs et des bars. La rue Monot, au cœur du quartier Achrafiyé, s'est tout entière dédiée à ces activités nocturnes. Les fins de semaine, embouteillages, klaxons,

sonos poussées à fond dans les voitures aux vitres baissées, interpellations bruyantes des garçons qui draguent, ne prendront fin qu'aux premières lueurs du jour, quand toute cette jeunesse, épuisée d'avoir trop bu et trop dansé, s'en ira sagement se coucher à la maison.

Musique pop arabe, rythmes techno, rap, jungle, rock, salsa, rumba... Il y en a

pour tous les goûts. Les boîtes de nuit sont aussi nombreuses qu'éphémères, ouvrant et disparaissant au gré de la tendance du moment et des envies de l'inconstante jeunesse. Lieux de défoulement et d'étourdissement... mais pas seulement, à en croire Walid, étudiant et grand amateur du *Beyrouth by night*. Lui les considère aussi, très sérieusement, comme « des espaces de brassage social et identitaire et, surtout, de libre expression ».

Si leurs origines sont variées, les night-clubbers masculins arborent tous l'uniforme pantalon-chemise, d'une grande marque commerciale de préférence. Les filles sont, elles aussi, tirées à quatre épingles, dans un style qui détonne avec la rigueur vestimentaire des pays arabes environnants. Les décolletés sont pigeonnants, les jupes mini, les pantalons moulants et le ventre de préférence à l'air.

Autour des tables ou même sur les zincs, on se trémousse frénétiquement. « Le peuple libanais est connu pour aimer faire la fête, même dans les moments difficiles », commente Yara, 21 ans. Certains y voient de la frivolité, moi j'y vois du panache ! » Malgré la crise économique et le climat de contestation permanente à

Beyrouth, les établissements sont pleins à craquer.

Le B018 est, de toutes les boîtes de nuit, l'une des plus fameuses, et la plus insolente dans sa configuration. Construit sur le site du massacre des réfugiés palestiniens dans le quartier de la Quarantaine – commis par les milices chrétiennes Kataeb en 1976, au début de la guerre civile – le bâtiment est conçu comme un cerceuil géant dont le couvercle peut s'ouvrir, si la saison le permet, sous le ciel étoilé. Ce genre d'humour acide a le vent en poupe. Le nouveau bar à sushis d'Achrafiyé a choisi le nom délicat de Tsunami. Le pub 1975, ouvert en octobre 2004, tire son nom de l'année du déclenchement de la guerre civile libanaise. Sous la lumière blafarde des néons, au milieu de sacs de sable empilés rappelant les barricades, les serveurs évoluent casqués, en treillis kaki...

L'étage du haut a été emménagé en abri anti-aérien, dont les murs sont « décorés » d'impacts de balles, d'obus encastrés et de graffitis « Attention mines ! » Un soldat grandeur nature, fusil en bandoulière et cagoule sur la tête, escalade un poteau face au bar. Ici, on joue exclusivement de la musique arabe des années 1970 : Ferial

Karim et Fayrouz. L'effet d'ensemble est comique ou d'un macabre absolu, selon les goûts.

« L'idée était d'en faire un endroit original et "stylisé" qui plaise aux jeunes », explique un barman. Et ça marche. Yamil Yatim, 28 ans, gérant de l'établissement, a expliqué à la presse locale : « Nous nous moquons de la guerre pour qu'elle ne se reproduise pas. » Humour noir ? Provocation idiote, rétorquent ses détracteurs. « C'était ça, les abris pendant la guerre, assure une habituée. Un endroit chaleureux où les gens passaient du temps ensemble et montraient beaucoup de solidarité, pendant que les radios passaient Fayrouz en boucle. » Les bombardements appartenant à l'histoire ancienne – les plus jeunes clients n'en ont rien connu –, on peut se demander de quoi les protégés aujourd'hui cet abri militaire en carton-pâte. Les vieux regardent le 1975 d'un œil réprobatrice et mettent en garde contre une nostalgie de mauvais aloi.

Les jeunes s'en moquent. Ils chantent et dansent sous les nightlights, au-dessus d'un charnier ou au milieu d'obus et de sacs de sable, jusqu'au petit matin.

C. Hn

Tous les soirs, un talk-show est organisé en direct près de la tombe de l'ancien premier ministre Rafic Hariri.



« UNE IDENTITÉ COMPLEXE ET DÉCHIRÉE »

ZIAD DOUEIRI, cinéaste libano-franco-américain, filme le « clash des mentalités »



« NOUS VIVONS un moment historique. Pour la première fois, les Libanais ont retrouvé leur fierté. C'est une révolution "sexy", parce qu'elle est spontanée, massive, jeune. » Le cinéaste Ziad Doueiri, 41 ans, ne se revendique pas comme un artiste engagé, mais comme « un produit typique du Liban : avec une identité complexe et déchirée ».

De nationalité libanaise, américaine et française qu'il « revendique tout en les rejetant constamment », Doueiri explique ressentir « un déracinement et une liberté. Le Liban, ajoute-t-il, exerce l'at-

traction la plus forte. C'est une société volatile, passionnelle, qui vit sur un certain déséquilibre des forces ». De là naîtrait « l'identité hybride » de son œuvre.

Après dix-huit ans passés aux États-Unis, ses deux longs-métrages ont été produits en France. Le premier, *West-Beyrouth*, sélectionné à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes en 1998 et prix de la critique à Toronto, est un film autobiographique racontant la guerre civile à travers le regard d'un adolescent influencé par la culture pop.

La problématique du mélange des cultures est encore au cœur de *Lila dit ça*, sorti en janvier 2005, qui raconte l'histoire d'amour, à Marseille, entre une adolescente

française et un jeune Arabe. « Elle le séduit par des mots crus, érotiques. Autant d'interdits pour la communauté arabe, provoquant d'inevitables conflits. Au Liban, d'une rue à l'autre, nous sommes confrontés à ce clash des mentalités. »

Ziad Doueiri veut encore « explorer d'autres cultures ». Son prochain film sera tourné à Paris et au Mexique, et parlera de l'apparition de la vierge de Guadalupe à un Indien aztèque, pendant la conquête espagnole. Mais le Liban n'est jamais loin : « *Ferveur religieuse, occupation, colonisation, identité, autant de thèmes que je vis en tant que Libanais.* »

C. Hn

« BRILLANT EN SURFACE, POURRI DEDANS »

SOAPKILLS, groupe rock, au « nom absurde, comme notre vie à ce moment »



C'EST parce qu'elle s'ennuie et qu'elle se sent « un peu pauvre » que Yasmine Hamdan décide de créer, avec Zeid Hamdan, le groupe de rock Soapkills, en 1998. Malgré l'homonymie, les deux n'ont aucun lien de parenté : elle est chiite du Sud, il est druze de la région du Chouf. Ils n'ont alors qu'une vingtaine d'années, dont la moitié passées en exil, elle entre le Golfe et la Grèce, lui en France.

Soapkills, « le savon tue », est au départ une blague provocatrice, « un nettoyage en surface des choses qui brillent mais sont pourries à l'intérieur. Ça allait avec le contexte : le centre-

ville de Beyrouth refait à neuf, mais qui avait perdu son âme... Le nom du groupe était absurde et bizarre, comme notre vie alors ».

Le groupe se fait alors repérer par la télévision libanaise MTV, qui finance en partie leur premier album, *Lost*. Le clip dans lequel Yasmine, déguisée en ange, fait sauter la ville à coups de savon passe en boucle sur les écrans et les propulse sur le devant de la scène. « On chantait en anglais, et les gens pensaient qu'on était américains. C'est ce qui a fait notre succès », estime aujourd'hui Yasmine.

La chanteuse explore les vieux classiques de la musique arabe : « Je suis tombée amoureuse d'Asmahan, Abdel Wahab et Oum Kalthoum. » Zeid s'occupe des arrangements et passe du

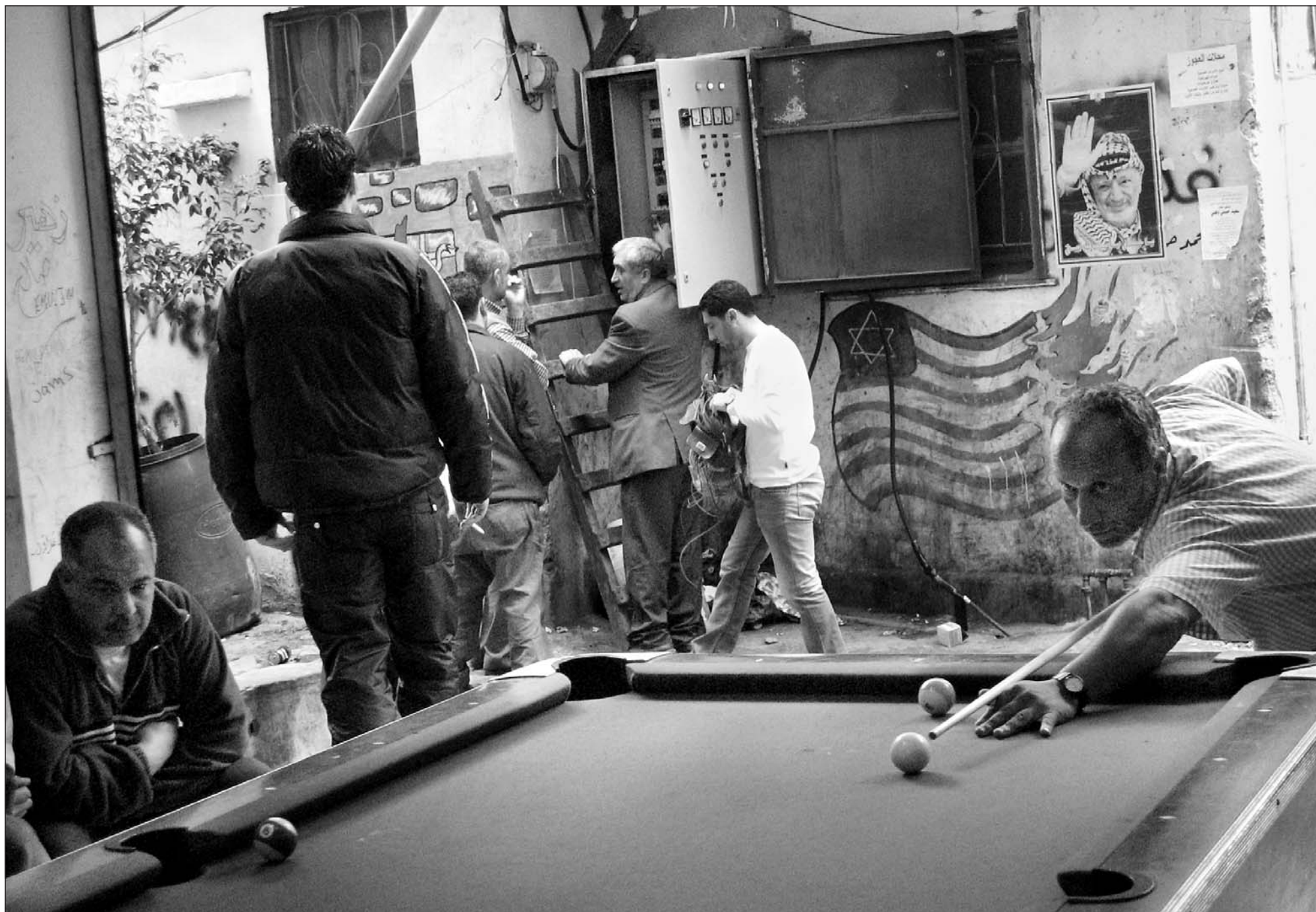
rock à l'électronique. Trois albums suivent. Un quatrième, coproduit par le label local Mooz Record, verra bientôt le jour. Les concerts s'enchaînent au Liban, mais aussi en France, en Allemagne, au Canada, en Belgique, en Syrie, en Égypte et même en République démocratique du Congo.

« La musique libanaise actuelle, c'est des chansons d'amour, légères, kitsch, avec un côté star-system. Nous allons à rebrousse-poil, avec des textes en dialecte libanais, sensuels et provocateurs, explique Zeid. Dans ce pays qui s'obstine à présenter une façade où tout est beau et sucré, les jeunes Libanais recherchent ce côté spontané et acide. Ils s'y identifient. »

C. Hn

LES LIBANAIS

LA SOCIÉTÉ : UNE MOSAÏQUE IDENTITAIRE



■ Le camp de Chatila est surpeuplé. Les conditions d'hygiène y sont déplorables. Unique lieu de détente : un baby-foot et un billard, coincés entre deux échoppes.

Sabra et Chatila, la décrépitude et l'entêtant souvenir

BIDONVILLES SURPEUPLÉES, INSALUBRES, ABANDONNÉS À LEUR SORT PAR L'ÉTAT, LES CAMPS PALESTINIENS SONT DES ZONES DE NON-DROIT

C'était écrit : un malheur n'arrive jamais seul !, se lamente le vieux Mahmoud. D'abord la mort du président Arafat, ensuite l'assassinat d'Hariri... Qu'allons-nous devenir ? Originaire du village palestinien de Safa, situé non loin de l'actuelle frontière israélo-libanaise, Mahmoud a fui son pays en 1948, à l'âge de 8 ans. D'exil en exil, il a trouvé refuge dans le camp palestinien de Chatila, à Beyrouth. Les drames de l'existence, assure-t-il, ont fait de lui un homme aguerri. Le quotidien n'a jamais cessé d'être pénible. « Mais là, dit-il, l'heure est grave ! Nous sommes pris en sandwich entre les Libanais anti et pro-syriens. Tous répètent que nous devons quitter le pays, mais chacun instrumentalise la présence palestinienne pour justifier sa propre position. Ils nous prennent comme prétexte à leurs bagarres politiques, alors que nous rêvons tous de partir et de rentrer en Palestine. C'est même le seul rêve qui nous reste. »

« Un peuple de trop », disait des Palestiniens Bechir Gemayel, le leader phalangiste, avant son assassinat en 1982. Depuis, au Liban, rien n'a changé : le refus de la présence palestinienne est la seule revendication qui unit tous les Libanais, y compris le Hezbollah, pourtant champion de la cause palestinienne contre « l'ennemi sioniste ».

« Sabra et Chatila, dit Ahmed, est une région perdue où vivent, avec les réfugiés, les plus démunis, les parias, les mafias et les bandits. Ici, vous entendez beaucoup d'histoires.

Quelques-unes sont belles, la plupart tragi-ques. » La tragédie de Sabra et Chatila, c'est d'abord celle du massacre de plusieurs centaines de civils palestiniens et libanais, du 16 au 18 septembre 1982 – dont la famille d'Ahmed –, par des miliciens phalangistes. En bordure de Sabra, ce qui était jadis une fosse commune, devenue décharge publique, a été transformé, en septembre 2002, en lieu de commémoration. Au centre d'une pelouse, trois posters délavés montrent des cadavres gisant dans une ruelle du camp.

Elles sont rares les « belles histoires » promises par Ahmed. A côté du camp de Chatila, Sabra est devenu un bidonville où cohabite un mélange détonnant de nationalités. On y rencontre Abed, un Syrien de 17 ans, amputé d'un bras après avoir tenté de réparer le câble électrique de sa rue ; deux Égyptiens qui refusent de dire pourquoi ils ont quitté leur pays voilà plus de dix ans. Et aussi des Indiens, des Sri-Lankais, des Soudanais, des Éthiopiens... La police comme l'armée libanaise n'ont pas le droit de pénétrer dans ces lieux. « Tous ceux qui n'ont pas de papiers en règle, explique Ahmed, peuvent s'établir ici, où personne ne viendra les chercher. »

Certains n'ont aucune nationalité, comme Hamid. En 1982, il a fui les massacres avec son père et son grand-père. « Nous avons été embarqués par des miliciens chrétiens qui promettaient de nous évacuer en

Syrie, raconte-t-il. Ils ont séparé les hommes des femmes et des enfants. J'avais 4 ans et je suis resté avec les femmes. Mon père et mon grand-père sont partis avec eux. Personne ne les a jamais revus. J'ignore si je suis libanais, palestinien ou syrien. Je n'ai aucun papier d'identité, comme si je n'existais pas. L'opposition réclame aujourd'hui la libération de Samir Geagea [chef des Forces libanaises]. Moi, j'espère que ce salaud sera fusillé ! Il appartient à la clique qui a fait disparaître ma famille. »

HABITER DES TROUS SANS LUMIÈRE

Rabia est libanais et coiffeur. Il est aussi chiite, ainsi qu'en témoigne le portrait de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel du parti Amal, accroché au-dessus du miroir de son salon, à côté du poster de l'acteur américain Brad Pitt. Récemment, Rabia a ajouté la photo de Rafic Hariri. « Pour dire que je suis triste et fâché, même s'il est sunnite, explique-t-il. Et même s'il vivait dans un palais et moi dans une poubelle. Par contre, je suis allé manifester avec le Hezbollah, car ce mouvement aide les pauvres et je n'aime pas les Américains. Ce jour-là, l'opposition antisyrilienne a dit qu'il y avait plein de réfugiés palestiniens parmi nous. C'est faux ! J'habite dans le camp, mais je suis libanais ! »

Chatila, de l'avis de ses habitants, serait un camp « mieux » que les autres. Comme il est situé à l'intérieur de la capitale, les sorties en sont plus faciles, et les chanceux peu-

vent dégoter un travail au noir. C'est aussi un camp plus petit, moins anarchique et moins pauvre que ceux d'Aïn Heloué, au sud, ou de Badawi, au nord, véritables prisons à ciel ouvert rongées par l'islamisme radical. Le « mieux » reste néanmoins une notion très relative quand on parle de la condition des Palestiniens au pays du Cèdre (ils sont 350 000, selon les estimations officielles, 10 % de la population), condition la plus médiocre de tous les pays d'accueil.

Interdiction de reconstruire la partie du camp détruite pendant la guerre, interdiction d'en étendre sa surface : Chatila est surpeuplé, les réfugiés habitent des trous sans lumière. Seules couleurs : des fresques dénonçant les méfaits de la drogue, des portraits de martyrs ou encore des affiches de propagande du Hamas. Unique détente : un baby-foot et un billard coincés entre deux échoppes. L'ancien cinéma Orient n'est plus qu'une ruine où broutent deux chèvres, entre les poubelles éventrées.

« Les conditions d'hygiène sont déplorables, gémit Feyrouz, infirmière au Croissant-Rouge. Ça grouille de serpents et de rats. La plupart de nos malades se sont empoisonnés à la mort-aux-rats ! Nous n'avons pas d'eau, et le transformateur qui fournissait l'électricité du camp a cassé pendant le ramadan en 2004. Il n'a toujours pas été réparé. Nous n'avons même pas assez d'argent pour enter-ner nos morts. » « Le plus dur, poursuit-elle, c'est pour les jeunes. Tant qu'ils vont à l'école,

ça va. Mais après... Dans tous les autres pays, les Palestiniens peuvent travailler, être fonctionnaires ou agents de transport. Pas au Liban. Ici, même éboueur, on n'a pas le droit ! Pour être médecin ou avocat, il faut des autorisations spéciales de plus en plus difficiles à obtenir, y compris après de brillantes études. Alors les jeunes « tiennent » les murs, se désespèrent, se droguent et se battent. »

Ali Alama, imam libanais d'une mosquée locale, s'est installé à Chatila « par conviction ». « Mon travail est très important, explique-t-il. Dieu décide de la richesse ou de la pauvreté. Ici, seule la foi est une richesse. Sabra et Chatila sont des lieux de perdition, où les bons musulmans sont rares. » Non loin de là, un vendeur semble faire écho à ses paroles : « Un film de sexe pour 1 000 livres libanaises (50 centimes d'euro) ! Qui en veut ? »

La belle histoire aurait pu être celle du Palestinien Mera El-Hajj, 65 ans, survivant des massacres. Pendant la guerre, il était tombé amoureux de Marie, une Française qui lui avait fait serment de le sortir de là. Elle a disparu dans un accident de voiture avant d'avoir pu tenir sa promesse. « Le Liban a déjà du mal à nourrir son peuple, dit Mera, comment voulez-vous qu'il m'aide ? Je me contente de tenir bon, mais tout ça n'est pas humain. » « Partir !, s'exclame-t-il. Et vivre n'importe où, sauf au Liban ! »

C. Hn

IL A « REPOUSSÉ LES LIGNES ROUGES »

SAMIR KASSIR, éditorialiste du quotidien « Al-Nahar » et professeur de sciences politiques



DANS UNE LETTRE ouverte publiée récemment par le quotidien Nahar et adressée, « en toute amitié », aux citoyens syriens

victimes du discours officiel de leur pays, Samir Kassir rappelait, références historiques à l'appui, que la politique de Damas au Liban n'était pas aussi glorieuse que ses autorités veulent le faire croire.

Cet éditorialiste quadragénaire, qui a fait ses études en France, auteur de plusieurs ouvrages en français et en arabe, et qui est aujourd'hui professeur à l'Institut de sciences politiques de l'université Saint-Joseph à Beyrouth, n'a jamais eu la

langue dans sa poche. Au point que cela lui avait valu, dès l'an 2000, plusieurs rappels à l'ordre pour le moins menaçants du chef de la sûreté générale libanaise, Jamil Al-Sayed, la confiscation de son passeport et une filature de plusieurs semaines, dont le but évident était de l'intimider. Rien n'y fit.

Par goût du risque ? Non, répond-il, mais il fallait tester les « lignes rouges », qui étaient surtout dans les têtes, et dont on se rendait compte au fil du temps qu'elles pouvaient être repoussées. La gradation était indispensable. Les langues ont commencé à se délier lors de la campagne pour la reconduction dans ses fonctions de l'ancien président de la République Elias Hraoui en 1995. Une sorte de relais s'est alors

spontanément instauré entre gens de plume, avec le soutien des réseaux d'intellectuels et au sein de la société civile.

Samir Kassir se fait une coquette-rie de s'attribuer la paternité de nombreux qualificatifs que l'on entend dans la bouche des dirigeants de l'opposition à propos de la Syrie. Deux recueils de ses différentes interventions en arabe, sur le Liban et la Syrie, viennent d'être publiés à Beyrouth. Pourquoi une telle focalisation sur la Syrie ? « J'aime vraiment la Syrie, dont ma mère est originaire, dit-il. J'en veux au régime qui, par sa politique, a fait du tort aux peuples syrien, libanais et palestinien. »

M. Na.

« LE REFUS DE L'IMPUNITÉ »

CHEBLI MALLAT, avocat d'Amnesty International et professeur à l'université Saint-Joseph



CHEBLI MALLAT, juriste érudit, chrétien maronite de 44 ans, est aujourd'hui l'un des leaders de l'opposition anti-syrienne.

Rien d'étonnant à cela : le « refus de l'impunité » a toujours été le fil directeur des choix professionnels de cet avocat, défenseur local d'Amnesty International et détenteur de la chaire Jean Monnet à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

Mallat est célèbre pour avoir défendu, en 2002, la plainte de survivants palestiniens et libanais des massacres de Sabra et Chatila en 1982, déposée contre le premier

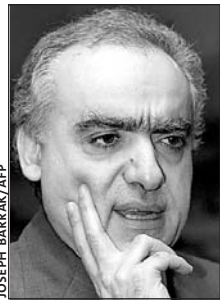
ministre israélien, Ariel Sharon, devant la justice belge. La procédure a été interrompue à Bruxelles, mais se poursuit devant la Cour européenne des droits de l'homme. Chebli Mallat est aussi l'avocat de la famille de Moussa Sadr, père spirituel du mouvement chiite libanais Amal, « disparu » en Libye en 1978. Et il s'est récemment impliqué dans les plaintes contre l'ex-président irakien Saddam Hussein.

A présent, il milite pour « un tribunal mixte, libanais et international, chargé de juger et de condamner les responsables de l'assassinat de Rafic Hariri ». « Je suis apolitique et indépendant, explique-t-il, aussi proche de Walid Joumblatt que du patriarche maro-

nite, des chiïtes et des Palestiniens. Cela me donne la possibilité d'être radical dans mes critiques, et à l'aise moralement. »

Une « caution morale », voilà ce que représente aujourd'hui Chebli Mallat pour l'opposition, vis-à-vis de ses détracteurs, ceux qui accusent les anti-Syriens de « collusion avec Israël » ou de « maronitisme », mais aussi vis-à-vis de ses propres dérivés. « L'opposition, estime-t-il, ne condamne pas assez clairement les exactions commises à l'encontre des travailleurs syriens, devenus boucs émissaires de ce pays. Celles-ci aussi devront être jugées et sévèrement punies. »

C. Hn



GHASSAN SALAMÉ, ancien ministre libanais de la culture, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

« Un Liban déconfessionnalisé, nouveau, est à inventer »

La soif de démocratie et de distanciation par rapport aux appartenances communautaires, à laquelle on assiste au Liban, singulièrement parmi les jeunes, est-elle une réaction ponctuelle sous le choc de l'assassinat de Rafic Hariri ou s'agit-il d'une lame de fond ?

Le mouvement actuel regroupe trois confluentiels que l'on pouvait percevoir ces dernières années et que l'assassinat de Rafic Hariri a réunis en un seul fleuve. Le premier est celui qui a été le plus mis en lumière par l'assassinat d'Hariri : c'est une revendication émancipatrice d'une tutelle syrienne de plus en plus lourde, alors même que les Syriens pensaient avoir établi ces dernières années un système de tutelle allégée. Ils ont, en effet, changé entièrement de stratégie dans leur gestion du Liban en 1997-1998, avec la maladie de Hafez Al-Assad et les préparatifs de la succession dévolue à son fils.

Jusqu'à là, leur stratégie était principalement fondée sur la manipulation des différentes factions libanaises en compétition et sur l'exercice d'une tutelle d'arbitrage à équidistance de ces factions, auxquelles il était interdit de s'entendre pour que la Syrie reste le dernier recours. Cette logique a progressivement laissé la place, dans les années 1990, à un projet différent : l'installation au Liban d'un régime qui ressemblerait à celui de la Syrie, en prenant en compte les spécificités libanaises, avec un chef d'Etat militaire et un rôle plus important pour les services de renseignement. On passait de la manipulation à une forme de clonage.

Quelles en étaient les conséquences ?

Du point de vue syrien, cela équivalait à un allègement de la tutelle directe, dans la mesure où il y aurait au Liban un pouvoir qui adhérerait à la fois à sa philosophie politique et à son mode de gouvernement et le reproduirait sur une scène miniaturisée. Après l'élection d'Emile Lahoud [en 1998], on a effectivement eu l'impression que, pour la première fois, la Syrie accordait au président du Liban une marge de manœuvre qu'elle n'avait accordée à personne avant lui. A partir de là, les dizaines de Libanais qui allaient à Damas aux nouvelles ou aux ordres ont disparu. On a pu croire qu'une véritable dévolution de pouvoirs s'organisait.

Mais les succédanés libanais de ce processus n'ont pas été capables de mener à bien leur partie du transfert. Plutôt que d'alléger la tutelle, ils ont fini par avoir davantage besoin du soutien syrien. On est ainsi passé d'une stratégie de la manipulation à celle du clonage, puis à l'échec du clonage et à un retour à une forme d'ingérence plus grave, plus lourde : un soutien massif à cette espèce de clone, qui irritait même les alliés traditionnels de la Syrie au Liban. La prolongation du mandat d'Emile Lahoud, à l'été 2004, contre l'avis de l'ensemble de la classe politique, y compris sa partie la plus syrienne, a mis en évidence cette panne de la nouvelle stratégie syrienne.

De là l'émergence de cette sorte de ras-le-bol général ?

Oui. On ne peut pas dire que le mouvement d'émancipation était au départ très indépendantiste ni nécessairement très antisyrrien. Cela me rappelait parfois la réaction des Irakiens à l'occupation américaine. J'ai rencontré beaucoup de gens en Irak qui étaient disposés à cette occupation. Encore fallait-il qu'elle réussisse !

Mais ils se plaignaient de son échec, et je voyais le ras-le-bol monter. Au Liban, la prorogation du mandat de Lahoud a donné une cause à la revendication émancipatrice. L'assassinat d'Hariri a allumé la mèche.

Quel est le deuxième confluent ?

C'est un confluent civil, qui veut réimposer les valeurs de la société civile et marchande sur l'appareil d'Etat et les valeurs de la société militaire et sécuritaire. Les Libanais forment une société marchande, avec des valeurs mercantiles relativement poussées. Une société mercantile est généralement libérale, ouverte, pluraliste, mais c'est aussi une société sans partis politiques solides, où les convictions sont moins importantes que les intérêts.

La jeunesse libanaise semblait souffrir énormément de cette société mercantile, tout en profitant de ses avantages, avec une ouverture extraordinaire aux technologies de communication modernes. Mais cette société, à cause du projet de clonage, a dû subir un autre système de valeurs et un appareil sécuritaire qui se marient très mal avec la société marchande, parce qu'il a une vision étatiste en philosophie, dirigiste en économie, autoritaire et militariste dans sa gestion du gouvernement, avec un rôle enflé des services de renseignement.

Le contraste entre les deux systèmes était remarquablement illustré par Hariri et Lahoud, qui représentaient non seulement deux hommes différents, mais deux carrières différentes : l'entrepreneur contre le militaire. Les Libanais, qui depuis la création du « Grand Liban » en 1920 n'ont jamais eu d'économie dirigiste ni de pouvoir militaire, ont toujours eu une attitude anarchique par rapport à leur Etat, ou pour le moins méprisante. Ils avaient du mal à intégrer dans leur mode de fonctionnement l'insertion assez brutale d'un contre-modèle de société, de gouvernement et de valeurs.

On assiste aujourd'hui à une revendication civile, dans le sens d'antimilitariste. J'espère que cette dimension-là deviendra véritablement « civile », au sens où elle sera hostile non seulement à l'officier de renseignement, mais aussi à toutes les

menaces contre le pouvoir civil, le militaire d'hier ou d'aujourd'hui, et surtout le pouvoir religieux.

Quelle est la nature du dernier confluent du mouvement en cours ?

Le troisième confluent est démocratique. Il y a une soif de démocratie dans la jeunesse libanaise – ou du moins de participation. J'ai trouvé, en prenant mes fonctions au Liban en 2000 [comme ministre de la culture] après une longue absence, des jeunes très mécontents des structures politiques en place. Ils voulaient un président élu au suffrage universel. Surtout, ils disaient que, s'ils n'obtenaient pas cette démocratisation de la vie publique, ils seraient tentés par le départ. Les son-

Les signaux étaient clairs : la multiplication des mariages mixtes, l'adhésion de la jeunesse de l'époque à des groupements politiques qui n'étaient pas confessionnels, des partis politiques, des syndicats, des mouvements étudiants.

Les chefferies traditionnelles, communautaires, voyaient s'éroder quasi inexorablement leur pouvoir. La société libanaise vivait dans une situation monstrueuse, au sens littéral. Un monstre, dans la mythologie grecque, est quelqu'un qui a un développement inégal de ses membres. La société libanaise était, par certains aspects, postmoderne, notamment le secteur bancaire – le meilleur de la région à l'époque –, le secteur universitari-

me l'Egypte, la Syrie ou l'Irak, où les gens étaient privés d'une manière autoritaire de leur identité traditionnelle.

Ce rôle de refuge des minorités peut continuer à fonctionner. Mais, parce que la politique américaine inspirée par les néoconservateurs tend à revaloriser les facteurs ethniques, confessionnels, tribaux dans l'ensemble de la région, comme c'est le cas en Irak, la mission du Liban – mission que les Libanais veulent pionnière – doit changer, dépasser les clivages confessionnels et être le dépositaire de la citoyenneté, de la modernité politique et citoyenne, face à ce qu'on peut appeler une régression régionale globale.

Je suis très inquiet de la manière dont les Américains gèrent l'Irak sur le chapitre confessionnel. J'y ai trouvé une société dont beaucoup de membres avaient très largement dépassé les clivages confessionnels. Or avec leur obsession qu'en Irak il n'y a pas d'Irakiens, mais des chiites, des sunnites, des Kurdes, les Américains ont obligé les Irakiens, pour devenir politiquement pertinents, à n'avoir pratiquement plus d'autres clivages que confessionnels ou ethniques. Au Liban, tous ces jeunes, dont des dizaines de milliers sont des binationaux porteurs, dans leur socialisation politique, de valeurs autres que celles des chefferies traditionnelles, sont de la dynamite pour ces clivages. J'espère qu'ils ne se contenteront pas de slogans et qu'ils feront le pas supplémentaire.

Y a-t-il aujourd'hui des risques de reprise de la guerre civile pour « empêcher la modernité », comme en 1975, selon votre lecture de cette guerre-là ?

Les chefferies traditionnelles sont beaucoup plus faibles qu'il y a trente ans, et les pouvoirs miliciens ne sont plus acceptés. C'est pourquoi on voit, par exemple, un Walid Joumblatt [chef d'une grande famille druze] courir derrière la modernité pour tenter d'ajuster une chefferie traditionnelle à la nécessité d'élargir son rayon d'action en intégrant des idées qui ne sont pas du tout issues de son pouvoir hérité. Toutes sortes de gens qui ne sont pas issus de chefferies traditionnelles, des entrepreneurs comme Hariri, des militaires comme Lahoud, mais également des professeurs d'université comme moi, ont fait leur entrée dans la classe politique. Hassan Nasrallah [chef du Hezbollah] ne vient pas d'une chefferie, Nabih Berri [président du Parlement et chef du mouvement chiite Amal] non plus.

Je ne vois pas venir de guerre civile. Mais le vrai défi du système politique libanais sera de faire d'éléments venus d'horizons divers et jusqu'à présent juxtaposés une classe politique plus homogène. L'intégration ne se fera que par la pression multiforme de la société sur la classe politique. Si la société civile ne continue pas de peser comme elle l'a fait ces derniers temps avec encore plus de force, le Liban perdra une chance.

Ces quinze dernières années, le pouvoir était à Damas et les Libanais accordaient une importance capitale aux miettes qui leur restaient – la notabilité, la visibilité, l'enrichissement par le pouvoir politique. Ils doivent apprendre ou réapprendre à prendre des décisions. Un nouveau Liban est à inventer. Il ne se fera pas nécessairement sans douleur, mais jamais les circonstances n'ont été aussi favorables.

Propos recueillis par Mouma Naïm

« Par certains aspects – la banque, l'université, la presse –, la société libanaise est postmoderne, mais avec un système politique où les chefferies traditionnelles sont là comme pour l'éternité »

ges confirmaient cette désaffection et une véritable envie de partir. L'explosion populaire après l'assassinat d'Hariri est donc aussi une sorte d'antidote au départ.

J'étais assez sceptique sur la possibilité de transformer ces trois revendications, pas toujours consciemment recherchées ni formulées, en un mouvement populaire. Mais les circonstances ont permis leur unification. Ce qui ne signifie pas que cela durera indéfiniment. L'un des défis de ce mouvement, à moyen terme, me semble être une réunion plus solide, plus organique de ces trois confluentiels, dans une véritable revendication démocratique.

Mais les dirigeants de ce mouvement sont des chefs traditionnels !

J'ai toujours pensé que la guerre a éclaté en 1975 comme une guerre réactionnaire, contre la modernité, contre des évolutions sociales et économiques qui allaient à l'encontre des intérêts établis ; une guerre de réaction contre l'érosion d'un système communautaire qui s'essouffait.

re – nous avions des universités de niveau international –, la presse, qui n'avait rien à envier à la presse parisienne ou new-yorkaise. Mais le système politique était hérité des millets du XIX^e siècle.

Aujourd'hui, nous sommes face à un défi comparable, avec, d'une part, une société très clairement installée, pour une de ses parties, dans la modernité, qui utilise la technologie avec une facilité inouïe, parle plusieurs langues, dont les parents ont souvent vécu à l'étranger, dont une partie est elle-même née à l'étranger, y a été éduquée, est ouverte au monde, et d'autre part un système politique où les chefferies traditionnelles sont là comme pour l'éternité. Je prévois une espèce de volonté non pas de contrecarrer ce mouvement populaire, mais de tenter de le canaliser au profit des chefferies traditionnelles, et en face une résilience, une résistance.

Le défi sera très intéressant, au niveau sociologique, dans les années qui viennent : cette réunion des trois revendications va-t-elle pouvoir véritablement déstabiliser le système. Pour que cela advienne, il faudra inévitablement remettre en question le confessionnalisme.

Pourquoi déconfessionnaliser ?

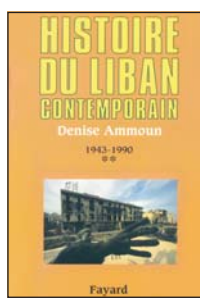
Parce que la mission historique du Liban a changé. Lamens, un orientaliste belge du début du XX^e siècle, disait que le Liban est à la fois une terre et une mission, et que sa mission est d'être, fondamentalement, un refuge de minorités. Il l'a été et l'est toujours à l'heure actuelle. Aucune « minorité » ne dépasse le tiers de l'ensemble de la population. Il n'y a pas de majorité prévisible non plus, parce que l'urbanisation pousse à une chute brutale de la croissance démographique, toutes confessions confondues. Les enquêtes démographiques les plus récentes le confirment.

Il est exact que les Libanais sont inégalement expatriés, ce qui affaiblit les chrétiens d'abord, ensuite les chiites. Le poids électoral des sunnites augmente parce qu'ils constituent le groupe qui s'expatrie le moins. Mais le poids des autres groupes varie peu. Le Liban a toujours eu une mission très positive de protection des minorités, en contrepoint de l'intégration sociale forcée imposée dans des pays com-



■ Rassemblement du Hezbollah, drapeau libanais à la main, à Nabatieh, au Liban sud.

CINQ OUVRAGES POUR APPRÉHENDER LE LIBAN MODERNE



■ **HISTOIRE DU LIBAN CONTEMPORAIN** par Denise Ammoun. Une histoire chronologique très documentée du Liban, de

la domination ottomane jusqu'à la fin de la guerre interlibanaise, après la signature des accords de Taëf, en 1989. Le pays du Cèdre, fondé sur un compromis entre ses différentes composantes, a vécu quasi en permanence sur le fil du rasoir d'une histoire régionale agitée, à laquelle la sienne propre est intimement liée. Deux tomes : « 1860-1943 », 528 p., 24 € ; « 1943-1990 », 1 009 p., 32 €. Fayard.



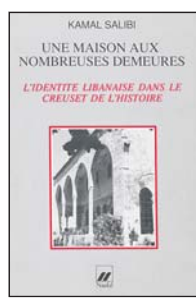
■ **LE LIBAN CONTEMPORAIN, HISTOIRE ET SOCIÉTÉ** par Georges Corm. L'auteur bat en brèche les clichés

accolés au pays du Cèdre par les non-Libanais et... les Libanais. Il décrit la complexité de la structure sociale et communautaire de ce pays, qui permet de mieux cerner ce qu'il appelle « les tribulations » des Libanais, qui sont « un bon exemple de ce que d'autres peuples ont souffert ou souffrent encore, lorsqu'ils ont le malheur d'être pris dans les tourbillons

de la géopolitique ou de la déstabilisation que peuvent provoquer des changements dans l'environnement ». 299 p., 20 €. La Découverte.

■ **UNE HISTOIRE DE BEYROUTH** par Samir Kassir.

Un ouvrage qu'Henry Laurens, professeur au Collège de France, n'a pas hésité à qualifier de « l'une des œuvres majeures de la collection d'histoire des villes » (Le Monde diplomatique). En racontant les mutations de la cité au fil des ans, en particulier aux XIX^e et XX^e siècles, Samir Kassir, l'icône, met en valeur son essor sous l'Empire ottoman et n'hésite pas à montrer l'envers du décor du mandat français, mais aussi de l'indépendance. 736 p., 35 €. Fayard.



■ **UNE MAISON AUX NOMBREUSES DEMEURES**. L'identité libanaise dans le creuset de l'histoire. Comme

le dit Kamal Salibi, l'un des plus grands historiens du Liban, son ouvrage « n'est pas une histoire du Liban », c'est-à-dire un récit événementiel détaillé à travers les siècles, « mais une étude critique des différents points de vue sur l'histoire libanaise », exprimés par les principales communautés qui composent ce petit pays et qui sont à l'origine de bien des déchirements. Les « nombreuses demeures » :

le titre en dit long à ce sujet. Par Kamal Salibi. Traduit de l'anglais par Sylvie Besse Ricord. 282 p., 22 €. Naufal.

■ **BEYROUTH. LA BRÛLURE DES RÊVES**. Un ouvrage original,

qui révèle la ville sous le regard de quinze universitaires libanais et non libanais prestigieux, qui la racontent chacun en fonction de sa spécialité et de sa propre histoire avec elle. Une ville que l'histoire mais aussi la guerre de quinze ans qui l'a déchirée ont profondément marquée, y laissant des stigmates sur lesquels elle s'est toujours reconstruite et doit encore se reconstruire. Ouvrage collectif sous la direction de Jade Tabet, 221 p., 18,29 €. Ed. Autrement, coll. « Monde ». Hors-série n° 127 (septembre 2001).

Le Monde
Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F

Edité par la Société Éditrice du Monde, président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani**

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France